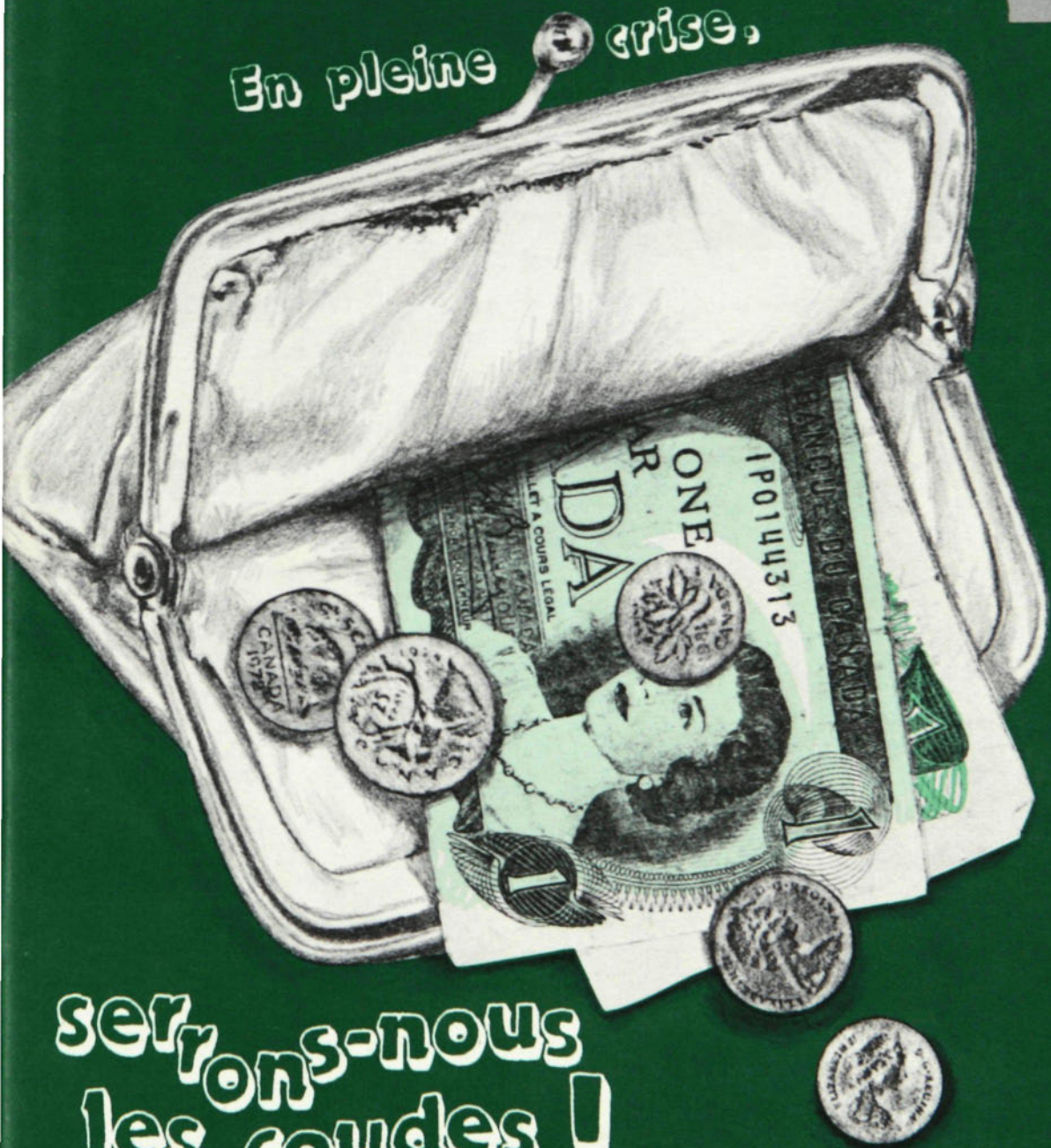


vie ouvrière

2.50\$

159

En pleine crise,



ser
rons-nous
les coudes !

vie ouvrière

Revue fondée en 1951 et publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.).

Directeur: Paul-Émile Charland

Conseil de direction: Paul Ouellet, Dominique Trudel, Robert Guimond, François Rocher, Jean-Pierre Aumont.

Recherche: Martine D'Amours

Comité de rédaction: Denise Gauthier, Lucie Leboeuf, Jean-Paul St-Germain, Jean-Marc Lebeau, Pierrette Boivin, André Charbonneau, Jean Forest, André Beauregard.

Couverture: Claudette Rodrique

Secrétariat: Yolande Hébert-Azar

Abonnement: 8 numéros par année

- Abonnement individuel: 14\$ par année
- Abonnement de groupe: 20\$ par année
- Abonnement outre-mer: 17\$ par année

Distribution en kiosque

Diffusion Parallèle, Montréal
téléphone: (514) 521-0335

Références: Les articles de la revue Vie Ouvrière sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revues du Québec (RADAR), de la Bibliothèque nationale du Québec.
Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0229-3803

Imprimerie Notre-Dame Inc., Richelieu, Qué.

Courrier de la deuxième classe, enregistrement n° 0220

Revue Vie Ouvrière
1201, rue Visitation
Montréal, Qué. H2L 3B5
Téléphone (514) 524-3561

vie ouvrière

Volume XXXII

Janvier-février 1982

N° 159

EN PLEINE CRISE, SERRONS-NOUS LES COUDES

Paul-Émile Charland Éditorial: Les animaux malades de la crise . . . 3

1. Dans la crise jusqu'au cou

Martine D'Amours La crise: on a les deux pieds dedans 4
- dans notre travail
- dans notre vie quotidienne
- dans nos organisations

2. Comprendre la crise

Raymond Levac Un modèle économique en crise 18
Christian Payeur Comment s'explique la crise 24
Vie Ouvrière La crise et nous. Nous et la crise 32
Suzanne Chartrand À qui profitent les taux d'intérêt élevés? 34

3. Serrons-nous les coudes

Joseph Giguère Ils ferment les usines:
ouvrons davantage la solidarité 40

- une stratégie bien habillée
- neutraliser le mouvement ouvrier
- la crise, un extraordinaire moment de fécondité
- quelques pistes d'action
- la lutte est internationale

Aline Gendron Les assistées sociales occupent le bureau
du ministre Charron 56
J.O.C. C'est pas en restant à genoux qu'on se libère . . . 60
Vie Ouvrière Nouvelles brèves 63

Les animaux malades de la crise

Qui ne se souvient de la fable de La Fontaine, les animaux malades de la peste. La crise économique que nous traversons peut trouver pareille illustration: «ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés». On se met alors à chercher les coupables. Ce n'est pas le lion, bien sûr, ni le bœuf! Et l'histoire se répète: «Haro sur le beaudet, ce pelé, ce galeux, d'où venait tout le mal.»

La crise, chacun y va de sa petite explication. On croit avoir trouvé les responsables: ce sont les travailleurs qui ont provoqué la crise en étant trop exigeants. Alors, haro sur le beaudet! Il faut couper dans les prestations sociales, geler les salaires, trancher dans les bénéfices acquis par les luttes ouvrières. C'est encore le plus faible, l'être sans défense, que l'on charge de tous les maux.

Mais ce diagnostic de la crise est-il exact? Est-il vrai que les victimes les plus touchées en seraient les plus coupables? Les jeunes, les femmes, les vieillards? Et les peuples du tiers-monde la subissent encore davantage, eux qui ont le moins accès à la richesse. Nous ne pouvons accepter plus longtemps cet espèce de mensonge officiel, camouflé sous les dehors d'une

science économique au service des puissants.

Les gens ne sont plus dupes, ceux du moins qui, en plus de subir durement la crise, se sont tenus debout devant le tribunal qui les accusait: le présent dossier en veut être la preuve. Comme le dit Joseph Giguère ici même, la crise est un formidable moment de fécondité pour les organisations ouvrières. On assiste à la naissance de nouvelles solidarités: les assistés sociaux se regroupent, les chômeurs licenciés par les fermetures d'usines se forment en syndicats. Malgré les échecs qu'elles connaissent, nous sommes invités à ne pas perdre confiance dans nos organisations: c'est le rôle des militants chrétiens de garder bien vivante cette espérance.

La crise: un temps de fécondité, l'occasion d'un nouveau souffle pour les militants. Car toute crise est un moment de vérité: celle que nous traversons révèle la faiblesse du système économique qui a prévalu jusqu'ici. Ne pourrait-elle pas être l'occasion aussi de commencer à bâtir ce nouveau projet de société où le pouvoir économique serait démocratisé.

Paul-Émile Charland



1.

dossier



Dans la crise
jusqu'au cou!

- L'inflation gruge de plus en plus notre pouvoir d'achat. Le panier de provisions qui coûtait 100\$ en 1970, coûte maintenant 270\$. Le lait a encore augmenté, le pain est rendu presque une piastre. Et l'école qui dit aux enfants que c'est important de manger des fruits, du yogourt... Moi je connais des femmes qui n'ont plus les moyens de laisser leurs enfants boire du lait autant qu'ils en veulent... (Françoise)



La crise

“
*On a les deux pieds
dedans*”

Dans notre travail
Dans notre vie quotidienne
Dans nos organisations

Martine D'Amours

Temps partiel recherché

J'ai travaillé 7 mois dans un St-Hubert B.B.Q. Ils engagent beaucoup de jeunes; au restaurant où je travaillais, la moitié avait 17-18 ans. À cet âge-là, on a tellement peur de ne pas avoir de job qu'on garde n'importe quoi.

Ce qui devient de plus en plus clair, c'est que les boss ont tendance à diminuer les heures, à ne pas donner de temps supplémentaire et à engager de plus en plus de monde à temps partiel: sur 18

cuisiniers et aides, 12 sont des temps partiels, sur 13 serveuses, 11 sont à temps partiel et c'est la même chose pour la moitié des caissières.

Ceci a des répercussions sur notre organisation syndicale (toute récente): la période de probation des temps partiels est plus longue (6 mois au lieu de 3), les temps partiels sont plus souvent mis à pied, et le syndicat n'y peut rien. (Normand C.)

Être un jeune avec ou sans emploi

Quand j'ai commencé à travailler en 1977, le salaire minimum était à 2.95\$ de l'heure, et il me semble qu'on s'en payait plus dans ce temps-là. S'en aller seul en appartement, maintenant, c'est pas faisable!

C'est pire quand t'as pas de job, ou pas de job régulière. Dans notre équipe, une fille travaille une fin de semaine sur deux. Après avoir payé sa pension et ses dépenses, il lui reste 14\$. Elle parle de se fiancer... Deux autres gars sont sur le bien-être à 121\$ par mois. Ils font des jobines pour arriver: l'un passe les journaux sur le coin des rues à 4 heures du matin l'autre pose du tapis sur la slide.

L'an passé, quand je n'avais pas de job et pas droit au chômage, j'ai travaillé sur la slide dans une compagnie d'entretien des systèmes à gaz: j'étais payé 3\$ de l'heure en-dessous de la table. Les jobines, le temps partiel, c'est de plus en plus le lot de beaucoup de jeunes parce que des jobs, il n'y en a pas. L'an dernier, sur la rive-sud, on a fait de la recherche collective d'emplois: sur 93 entreprises, seulement 2 ont fait remplir des formules d'application. (Normand C.)

La production en morceaux

Quand je me cherchais une job, l'an dernier, la seule que j'ai trouvée c'est dans une nouvelle petite entreprise qui fabrique des sièges et des



JOC

dossiers de chaises. Nous sommes actuellement 7-8 employés. Les conditions de travail sont très minimales: salaire minimum, aucune sécurité.

Ce qui est frappant, c'est la façon dont la production est organisée. Dans notre entreprise on fabrique les sièges et les dossiers recouverts de vinyle. Une autre entreprise fabrique l'armature des chaises et une autre les assemble. Alors, la production des chaises est coupée en morceaux et notre shop est comme un département d'une usine plus grande qui aurait des locaux un peu partout. Il existe de plus en plus de petites entreprises qui fabriquent chacune une partie de l'objet et qui ont des liens entre elles. Cette organisation est même internationale; je sais, par exemple, que notre shop est en lien avec des entreprises torontoises et françaises. L'avant-



IRAT

tage pour les patrons, c'est que les travailleurs sont plus isolés et difficiles à syndiquer dans les petites boîtes. Chez nous, par exemple, les gens ont peur de se regrouper parce qu'ils ont peur de perdre leur job; ils savent qu'ils sont non-spécialisés et facilement remplaçables. Alors si les patrons nous divisent en morcelant les milieux de travail, il faudra que nous on s'organise pour se solidariser au-delà des milieux de travail. (Marcel L.)

Garder sa job à tout prix...

En l'espace de quelques mois, les grands patrons de Toronto sont venus plusieurs fois. Ils disaient que s'était pour ré-organiser le magasin. Cependant, pas question d'ajuster les salaires... même pas au coût de la vie! À tour de rôle,

deux gérants se sont succédés. Maintenant ça fait quatre en quinze mois. Assez vite, on s'est aperçu qu'un des quatre employés perdrait sa job. Sans syndicat, chacun a cru qu'il fallait se débattre pour sauver sa peau. Un venait d'acheter une auto, l'autre avait des paiements à rencontrer. Mettre le gérant de son bord, faire valoir son expérience, couler l'autre, etc. Tous les moyens sont «bons» quand on est coincé! Une vraie petite guerre interne. En plus, il fallait sourire aux clients.

Un nouveau est arrivé. J'ai été congédié et réembauché. Deux autres congédiés. Donc on reste trois pour faire le travail au lieu de quatre et une augmentation de salaire qui ne couvre pas le coût de la vie. Avec ces changements, souvent une personne est seule. On ne peut pas quitter le magasin. On mange en travaillant, on fait pipi dans le lavabo en arrière, on se fatigue plus vite tout en ne sachant pas si, dans quinze jours ou un mois, les grands patrons ne reviendront pas réorganiser encore le magasin. Un dit: «en période de crise, impossible de parler, c'est un luxe de travailler, n'importe qui peut te remplacer. Les patrons le savent bien». (Jérôme C. rencontré par J. M. Lebeau)

Les non-syndiqués: protégés par une loi pleine de trous

En avril 80, un mois avant le référendum, le PQ était tout fier de sortir la loi 126, la loi des normes

minimales de travail. Elle stipule entre autres qu'un non-syndiqué aura un droit de recours pour un congédiement non-justifié, après 5 ans d'ancienneté. C'est très minimal, on le voit, mais il n'y a pas que ça... **C'est une loi qui écrase financièrement la personne qui porte plainte:** si la plainte se rend jusqu'à l'arbitrage, le travailleur ou la travailleuse (70% sont des femmes) doit payer un avocat plus la moitié des coûts de l'arbitre; en tout 2 000\$ sans savoir si on va t'accorder quelque chose.

C'est une loi pleine de trous, qui couvre les travailleurs congédiés mais non pas ceux qui ont été mis à pied, déplacés, ni ceux dont on a changé arbitrairement les conditions de travail. Par exemple, madame Y. travaillait dans un magasin de Longueuil; son patron l'affecte à un magasin de Laval. Elle ne peut accepter à cause de son âge, des heures de travail et de ses moyens de transport: la Commission des normes du travail considère qu'elle a démissionné de son poste... La loi ne couvre pas non plus les travailleuses domestiques dont la tâche principale (terme très vague) est de garder des enfants, une personne âgée ou un malade. Une de ces travailleuses, qui portait plainte pour un congédiement, a calculé qu'elle effectuait 35 heures de travail comme gardienne et 37½ heures comme travailleuse domestique: malgré cela, la Commission a rejeté sa plainte. Enfin, selon Pierre Fortin économiste à l'université La-

val, c'est une loi dont le coût financier sera assumé à au moins 87% par les travailleurs. (Au bas de l'échelle)

Refuser de se laisser gruger par la sous-traitance

Depuis quelques années, la Ville de Montréal donne à l'entreprise privée de plus en plus de sous-contrats pour des travaux qui étaient accomplis auparavant par des cols bleus, par exemple, enlèvement de la neige, des ordures, réfection des trottoirs. Pour la population, ça veut dire une diminution de la qualité des services parce que l'entreprise privée ne peut verser des salaires raisonnables, payer des impôts et faire des projets tout en fournissant la même qualité de services et au même coût qu'une entreprise publique. Pour les cols bleus, la sous-traitance signifie mises à pied, insécurité d'emploi, affectation à d'autres fonctions. Plus le nombre de sous-contracteurs augmente, plus le nombre de cols bleus diminue: de 7 000 à 5 200 en 2 ans. Et le cas de ce travailleur à l'aqueduc, qui depuis 20 ans accomplissait différentes fonctions comme opérateur de compresseur, maintenance sur les équipements lourds, chef d'équipe, etc. Depuis 1½ an, il est en disponibilité et tout lui tombe sur la tête, vacances changées, transport à une nouvelle fonction sous entraînement, pas de respect de l'ancienneté, pas de possibilité de se faire des amis, travail de nuit avec les conséquences que l'on sait sur la vie familiale, etc.

(M. Évangéliste, SCFP, local 301 et extraits du journal le 301)

On ferme ou on met à pied

- pour casser un syndicat
- à cause de la concurrence
- à cause de «changements technologiques
- histoire de repartir la production où c'est plus rentable... et quoi d'autre encore?

«Le pire, c'est le nombre effarant de fermetures «anonymes» dans le secteur privé. On est mis au courant des fermetures d'entreprises syndiquées; mais comment comptabiliser toutes les autres? Chez les rembourseurs cet automne, il y avait une boîte par 15 jours qui fermait». (N. Guimond, FTQ)

«À Canada Dry, à partir du 2 juin 81, les patrons n'ont plus voulu renouveler la lettre d'entente qui nous servait à prolonger la convention collective. C'était une pression pour qu'on accepte leurs offres: salaire de base avec commission, alors que nous on demandait le salaire horaire comme chez Coke et Seven Up. «Si vous n'acceptez pas les offres, on ferme!». Le 30 août finalement, ils nous font un ultimatum. L'exécutif syndical recommande d'accepter les offres et elles sont acceptées. Quelques jours plus tard, le 11 septembre, l'usine Canada Dry de Lachine est fermée».

Il faut dire aussi que depuis un an, les employés de l'intérieur

(non-syndiqués) tentaient d'obtenir une accréditation. La Compagnie avait dit: On ne veut pas du syndicat. En fermant, ils mettent à pied 200 travailleurs, dont 58 syndiqués et les autres en voie de l'être.

Pepsi Cola a loué la concession de Canada Dry et réembauché les cadres et une cinquantaine d'employés. Ils vont peut-être finir par acheter mais ils attendent que l'accréditation tombe. Nous autres on n'est pas capables de se trouver une autre job parce qu'on nous dit des «faiseurs de troubles»: on n'a rien reçu du chômage parce que le cas est à l'étude on a mis sur pied un comité de reclassement mais il n'y a rien eu de fait. (A. Levert, président du syndicat Canada Dry)

«C'est difficile de connaître exactement les causes des fermetures. Des compagnies comme Canada Dry (reliée à une multinationale) négocient leurs affaires à une échelle qu'on ne soupçonne même pas. Certaines ferment ou font des mises à pied à cause de la concurrence (ex: Continental Can est en difficulté depuis que Reynold's fait des canettes d'aluminium recyclables), d'autres à cause de changements technologiques (ex: 80 mises à pied à Sidbec de Longueuil à cause d'un redresseur automatique), d'autres sûrement en raison d'une mauvaise gestion ou du fait qu'elles ne font «pas assez» de profits à leur goût. «Si on ne fait pas assez de profits, on déménage

là où c'est plus rentable, sans se préoccuper des travailleurs!» Mais sur ce point-là, c'est difficile de prouver des choses, parce qu'on n'a pas accès aux livres de la compagnie, à cause du sacro-saint droit de gérance.» (J. M. Carle, métallos)

«La compagnie St-Louis Bedding embauchait 240 travailleurs en 1960, 60 en 1970 et environ 30 en juin 81 lors de la fermeture. Cette perte graduelle des emplois est due à la sous-traitance: la compagnie donnait des sous-contrats pour les frames, les ressorts etc., à des entreprises qui employaient du personnel non-syndiqué. La raison officielle de la fermeture de juin, c'est que la compagnie n'était soi-disant plus en mesure de rencontrer ses paiements. Pourtant, elle avait un inventaire supérieur à ses dettes, elle avait des contrats; elle possède encore la bâtisse mais sous un autre nom. Voici comment ça c'est passé: la Banque Royale prend le contrôle de l'entreprise afin d'écouler les actifs. La machinerie est vendue à un prix ridicule. On peut supposer que ce n'est qu'un transfert dans le but de poursuivre la production ailleurs, parce que ça fait 1½ an que la compagnie cherche un local plus petit où s'installer. Les travailleurs ne sont pas sûrs de retrouver l'argent qui leur est dû (vacances, préavis).

Le même petit jeu est en train de se passer à Zodiac Suprême, de



Le ministère du travail et de la main-d'œuvre du Québec estime qu'il y a en moyenne 25 000 licenciements collectifs par année. Plus de 17 500 travailleurs canadiens ont reçu un avis de licenciement au cours de l'automne. Les fermetures ne se comptent plus...

St-Narcisse, avec la même Banque Royale. Devant les difficultés financières de la compagnie, le syndicat s'était dit prêt à faire des concessions pour maintenir l'entreprise ouverte, du moment que la Cie acceptait de lui communiquer les chiffres qui l'incitaient à vouloir fermer. La Banque refuse d'ouvrir les livres. En fait, la Cie ferme à St-Narcisse parce qu'elle est intéressée à rouvrir à Montréal. Elles se ressemblent toutes, elles ferment en se foutant de nous autres, des travailleurs qui ont 20 à 40 ans de

service, puis rouvrent ailleurs sous un autre nom et reçoivent des subventions parce qu'elles créent des emplois! (J. P. Yale, syndicat de St-Louis Bedding)

La chaîne de montage envahit les hôpitaux

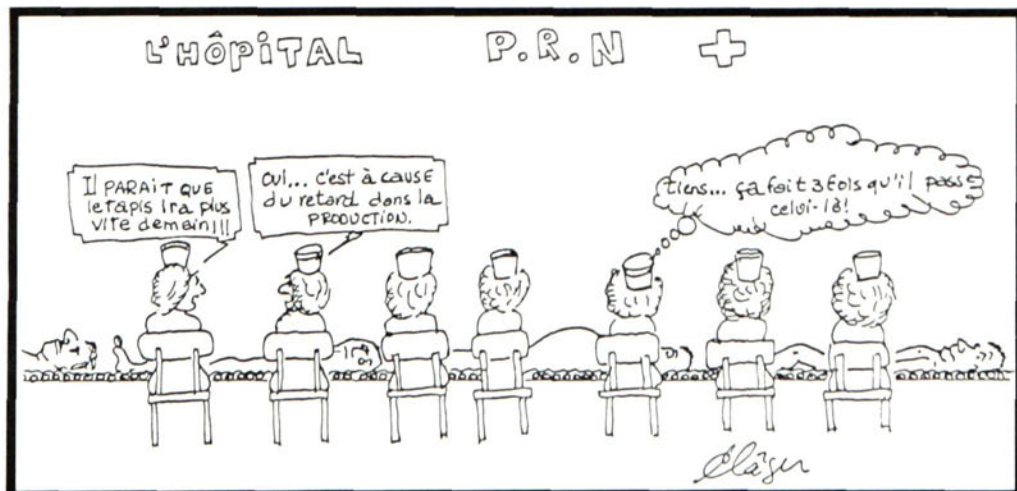
Depuis quelques années, pour réduire les dépenses dans les hôpitaux, on ferme des postes tout en augmentant la charge de travail des employés. Un des moyens d'y arriver a été d'instaurer le Projet de recherche en nursing (PRN-80), un système de minutage des soins infirmiers. Le personnel hospitalier se retrouve donc comme sur une chaîne de montage, avec un temps précis pour accomplir chaque acte: 10 minutes pour faire manger et boire un enfant, 70 minutes pour penser les brûlures d'un patient qui a 20% au moins de surface cutanée brûlée. C'est donc lui qui porte le poids des «imprévus» et

qui doit travailler plus vite pour rattraper son temps si le soin d'un patient a demandé plus que le temps alloué. Quant au service... On ne fait qu'appliquer une série de techniques; avec ce système-là, on perd complètement de vue le suivi du patient, on n'a plus de temps pour les rapports humains. C'est une belle division du travail: les techniques au personnel infirmier et l'aspect humain aux bénévoles! Et après ça, le Conseil d'administration de l'hôpital vient créer un comité d'humanisation des soins!

(entrevue téléphonique avec une infirmière de Ste-Justine et document **À l'ouvrage!** IRAT)

Le secteur public se fait couper ses jobs; nous, nos services

6 000 coupures de poste sont annoncées d'ici mars 82 dans les 200 établissements de santé regroupés par l'Association des hôpitaux du



ESPINO - FOIL - FIU

Québec. C'est bien parti. Mais il y a aussi tout le domaine des services sociaux et de l'éducation. Par exemple le budget du Centre des services sociaux du Montréal-métropolitain sera coupé de plus de 16%. Entre autre cela, signifie:

- dans les services sociaux à la famille et placement d'enfants: 26.5 postes coupés; l'établissement devra refuser plus de 530 demandes par année et suivre moins de familles.
- au service d'adoption: 4 postes coupés; le service devra réduire son volume d'activités de 160 cas.
- dans les centres d'accueil pour handicapés physiques et mentaux; 6 postes coupés; l'établissement devra laisser 572 cas sans services, et la liste s'allonge... sans parler de la qualité des services qui restent.

Au niveau de l'éducation, il y a l'Université de Montréal qui a fait la manchette avec une centaine de non-renouvellement de contrats. Il y a aussi l'Université du Québec qui voit sa clientèle augmenter et sa subvention diminuer de 25% pour les trois prochaines années. Dans les cégeps, ce sont surtout les postes des employés de soutien (8%) et ceux des professionnels non-enseignants (13%) qui sont coupés. Au primaire et au secondaire, il y a en moyenne des coupures de 10% du personnel enseignant, de 14% des professionnels non-enseignants et de 10% des employés de soutien. Cela signifie des classes surchargées, une secrétaire pour faire l'ouvrage de trois dans certains services, l'annulation d'activités

pédagogiques ou parascolaire etc. (dossier spécial, FESP - FNEQ - FPSCQ).

Être femme et se chercher une job

Pour les femmes qui ont une sécurité d'emploi, qui sont syndiquées, la crise signifie être marginalisées, remplacées par des hommes, voir son poste divisé en deux temps partiels, subir les pressions pour revenir au foyer. Dans les cours de métiers dispensés par les centres de main-d'œuvre, les femmes sont mises sur des listes d'attente à l'infini. Ils ont mis sur une liste d'attente une femme qui faisait une demande pour suivre un cours en aéronautique; son ex-mari, qui faisait la même demande, a été inscrit pour février... (L. Garnier, Action-travail des femmes)

Par contre, les femmes chefs de famille, et particulièrement les assistées sociales, celles qui «coûtent cher» à l'État, subissent des pressions pour retourner sur le marché du travail, mais pas dans n'importe qu'elle job: les programmes OSE offerts aux assistés sociaux comprennent essentiellement des emplois temporaires ou à temps partiel. C'est une roue sans fin; un petit projet PAT ou PRET, puis le chômage, puis le bien-être, puis de nouvelles pressions pour retourner au travail, puisque t'as de l'expérience... Et quand t'as de l'expérience, ils sont encore plus pointilleux pour t'accorder ton bien-être... (L. Leboeuf)

Dans notre quotidien

Bien manger c'est un tour de force

L'inflation gruge de plus en plus notre pouvoir d'achat. Le panier de provisions qui coûtait 100\$ en 1970, coûte 270\$ maintenant. «Le lait a encore augmenté, le pain est rendu presque 1\$ et l'école qui dit aux enfants que c'est important de manger des fruits, du yogourt... Moi je connais des femmes qui n'ont plus les moyens de laisser leurs enfants boire du lait autant qu'ils en veulent...» (Françoise)



La hausse du coût de la vie touche plus fortement les biens de première nécessité (nourriture, logement, vêtement, et récemment le téléphone, l'électricité et le chauffage); alors les plus touchés sont ceux qui accordent une plus grande part de leur budget à ces biens de première nécessité.

S'endetter pour des biens essentiels

De 1972 à 78, l'endettement par habitant a plus que doublé. Le pire c'est qu'on s'endette pour des biens essentiels ou socialement nécessaires (ex: auto, meubles). L'ACEF, dans une enquête récente, découvrirait que le premier facteur d'endettement chez les jeunes est l'auto, suivi de près par les meubles. Il y a un certain nombre d'accidents de parcours qui amène le monde à s'enfoncer dans l'endettement: une perte d'emploi, un bébé imprévu, un mariage, une séparation, un divorce, une grève, un lock-out. 46% des gens qui viennent à l'ACEF ont des problèmes pour payer leurs comptes courants: Bell, électricité, loyer. (ACEF de Montréal)

Perdre sa maison ou être forcé de quitter son logement

«Plus de 100 000 familles devront faire place à des paiements sur leur maison supérieurs à 30% de leur revenu, et devront faire face, de l'aveu même d'un document fédéral, à des difficultés financières insurmontables. Il faut rappeler que pour ces familles, leur maison constitue l'essentiel de leur épargne et que cette épargne risque de s'évaporer en fumée dans les prochaines années.» (Le Monde ouvrier, nov. 81)

Cette réalité va de pair avec la situation au travail: Alain Levert, ex-travailleur de Canada Dry et



M. D'Amours

chômeur s'attend à être obligé de payer 5 à 600\$ par mois pour le renouvellement du prêt sur sa maison. Il doit aussi continuer de payer l'auto, nécessaire à son métier de vendeur. Quant aux augmentations de loyer, elles ne sont pas annoncées au moment de mettre sous presse mais on connaît la propagande faite par les associations de propriétaires, le gouvernement fédéral et la Régie québécoise du logement, à l'effet que les locataires devraient payer, par de fortes augmentations de loyer, la hausse des taux d'intérêt. Autrement dit, les locataires paieraient pour les passes difficiles de l'immobilier alors qu'ils ne profitent jamais des «coups d'argent»!

On sait aussi que le ministère de l'habitation annonce des modifications profondes à la méthode de calcul des augmentations, en faveur des propriétaires, et que le gouvernement du Québec a déposé à l'assemblée nationale des amen-

dements à la loi 107 pour imposer un ticket modérateur et limiter les recours des locataires (communiqué de presse associations de locataires, comités logement, FRAPRU etc.).

Qui a dit que l'école était gratuite?

«Maintenant, les sorties scolaires sont à frais partagés, moitié - moitié entre nous et l'école. Y a aussi le matériel scolaire à payer: 30\$ par enfant au primaire». (Louise)

Yolande a calculé que l'an dernier, elle avait déboursé plus de 200\$ en début d'année pour les dépenses scolaires ordinaires (papeterie, billets d'autobus du mois etc.) et les cahiers d'exercice de ses 4 enfants qui vont au secondaire. Ceci n'inclut pas les vêtements, les articles de sport, l'argent pour les sorties, et les extras (instrument de musique, calculatrice) qui peuvent être exigés pour l'un ou l'autre cours. Pour ces dépenses de début d'année scolaire, le Bien-être accorde à Yolande 35\$ par enfant... (OPDS en direct, automne 80).

Et la garde en milieu scolaire?

La garde en milieu scolaire, c'est la possibilité de faire garder tes enfants sur l'heure du dîner et de 3½ h à 6 h. Pour ce type de garde, les garderies en milieu scolaire ont une aide financière sur le modèle du plan Bacon. Nous recevons des subventions pour le matériel et les

rénovations mais c'est nous, les parents, qui devons payer le moniteur, au salaire décidé par la commission scolaire. Or, c'est embêtant d'avoir à payer le moniteur parce qu'ici dans le quartier, les gens n'ont pas recours de façon régulière à la garderie (plusieurs sont en chômage, sur appel ou sur le bien-être) et qu'on doit quand même assumer l'ensemble du salaire, indépendamment du nombre d'enfants qui viennent chaque jour. L'autre point difficile, c'est que l'aide financière pour la garde en milieu scolaire est offerte seulement si un des deux parents étudie ou travaille à plein temps; et les autres, mères sur le bien-être, chômeurs, sur appel etc., est-ce qu'ils n'auraient pas besoin de se servir? (M. Charbonneau, Hochelaga-Maisonneuve).

Reprise ton linge pi cultive ton jardin, c'est la crise!

C'est le titre qu'une militante CSN donnait à son article paru dans **Unité Ouvrière** (déc 81) et traitant de comment les femmes et particulièrement les militantes vivent la crise. Beaucoup de femmes font aussi ce constat que la crise les force à accorder plus de temps aux tâches domestiques: «étirer le salaire, budgéter serré, courir les ventes, faire du canage, de la couture.

Mais également «supporter les heures d'attente avec les enfants dans les hôpitaux, aller les conduire à la nouvelle école 10

rues plus loin parce que l'ancienne école a fermé, pouvoir leur payer moins d'activités de loisirs et devoir les garder plus souvent avec soi à la maison, courir les sessions du nouveau régime pédagogique pour les suivre dans leur français ou leurs maths...» (L. Leboeuf).

Avec la crise également, les femmes subissent de plus en plus de pression pour pallier bénévolement aux services qui sont coupés (services aux personnes âgées, aux malades, qualité de l'enseignement etc.). Au Canada, le bénévolat représente 960 millions d'heures chaque année; si ce travail était payé, cela signifierait des dépenses supplémentaires de 3\$ milliards. (*Revue Pharmaprix-Beauté*, automne 1981). Si c'est ça que la crise propose aux femmes...

Dans nos organisations

Garderies: les intérêts des parents contre ceux des travailleurs?

«À la garderie où vont mes enfants, on a voté une augmentation de salaire aux employés, la première depuis 3 ans. Leur salaire est ainsi porté à 6.40\$ l'heure; c'est pas exorbitant mais ça place la garderie devant un déficit prévu de 50 000\$ pour l'an prochain. Les parents du quartier n'ont pas les moyens de payer plus qu'ils ne font maintenant.



Jacques Tanguay

Alors c'est quoi la solution ?

- fermer certains jours ?
- fermer certains postes ?
- que les parents apportent des lunch ?
- augmenter les parents ?
- que les parents payent les journées d'absence ?
- baisser le salaire des travailleuses ?
- former un front commun pour lutter ?

C'est cette dernière solution qu'on a privilégiée pour que survive la garderie (essentielle aux gens du quartier) sans pour cela éliminer les parents à faible revenu ni verser des salaires de famine aux travailleuses. Ce serait faire le jeu du gouvernement que de se battre entre nous autres pour faire tomber les coupures d'un bord plutôt que de l'autre...» (M. Charbonneau).

Coops d'habitation: la crise obligera-t-elle à changer de clientèle ?

« Sans entrer dans les technicalités, disons que les subventions provinciales essentielles à nos projets de rénovation sont diminuées. Le programme de supplément de loyer (versé au locataire qui ne peut payer le prix fixé par la coop) a été coupé: maintenant, seulement 25% des membres de la coop peuvent l'obtenir. Ça veut dire qu'on va être obligés de limiter le nombre de faibles revenus dans nos coops, ou trouver des subventions ailleurs... Il y a aussi le fait que la subvention aux groupes de ressources techniques, (qui supportent la formation de coops), la même depuis 4 ans, ne sera pas indexée; alors il va falloir que les groupes de ressources techniques chargent des frais aux coops et/ou qu'ils coupent dans la qualité de leurs services, dans l'éducation populaire et la formation.» (F. Ratelle)

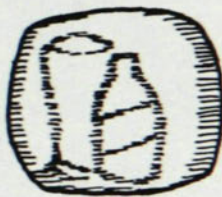
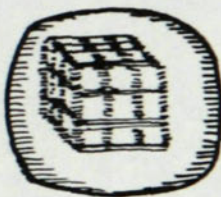
En période de crise, l'organisation syndicale est difficile

- ● Dans le secteur privé, tout le monde est insécure pour sa job: pendant qu'on a peur des déplacements, du bumpage, de la fermeture, on laisse un peu de côté les revendications ou le salaire et les conditions de travail. On devient plus tolérants... Il se développe chez les travailleurs un sentiment d'impuissance face aux fermetures; c'est dur de se battre pour des législations qui aient des dents face aux fermetures et aux licenciements; y a moins de jeunes aussi pour apporter du sang neuf à l'organisation syndicale. Les travailleurs du privé n'ont pas nécessairement de sympathie pour ceux du public qui se font couper, parce qu'eux vivent ça depuis longtemps. La crise élargit le fossé entre les syndiqués. (N. Guimond, FTQ)

Alors que le secteur public a développé une riposte assez articulée et unifiée, dans le privé on a toujours mis en œuvre des stratégies à l'emporte-pièce. Il faut faire effort de réfléchir à des stratégies globales - public / privé et aussi syndiqués / non-syndiqués. (K. Wassef, CSN)



Comprendre la crise ?



Nouvelle chômeuse



Nouveau travailleur sans emploi



Mère de famille sur le bien-être



Licencié avant d'avoir sa permanence

- ● C'est pas vrai qu'on en a trop eu.
- C'est pas vrai qu'on est des gras dur.
- C'est pas vrai qu'on a été trop exigeants. C'est pas nous les coupables.
- C'est pas vrai qu'on a créé le chômage en demandant de trop gros salaires.
- C'est pas vrai que les hauts taux d'intérêt vont nous sortir de la crise.
- Ce n'est pas à nous autres à nous serrer la ceinture.



Un modèle économique en crise

Raymond Levac

De 1945 à 1965 au Canada et aux États-Unis, une grande partie de la population a vu une amélioration importante de son niveau de vie au point d'avoir l'impression que plus jamais on ne pourrait connaître une crise économique comme celle des années 30. Cette expansion capitaliste était due à une manière très particulière d'exploiter les classes populaires du monde. C'est maintenant ce modèle d'exploitation qui ne marche plus. Les riches sont en crise et le peuple paye leurs efforts pour s'en sortir.

Mais alors, comment ce modèle économique en crise fonctionnait-il? Par la domination du monde par les États-Unis surtout, et par l'exploitation des classes populaires dans les pays riches.

L'exploitation au plan international

1. La domination américaine sur le monde capitaliste développé

Durant la guerre 39-45, les États-Unis fournissent une grande quantité d'armes à leurs alliés. Ils accumulent ainsi d'énormes capitaux et développent une structure industrielle très moderne qui les place dans une situation de domination sur l'ensemble des autres pays.

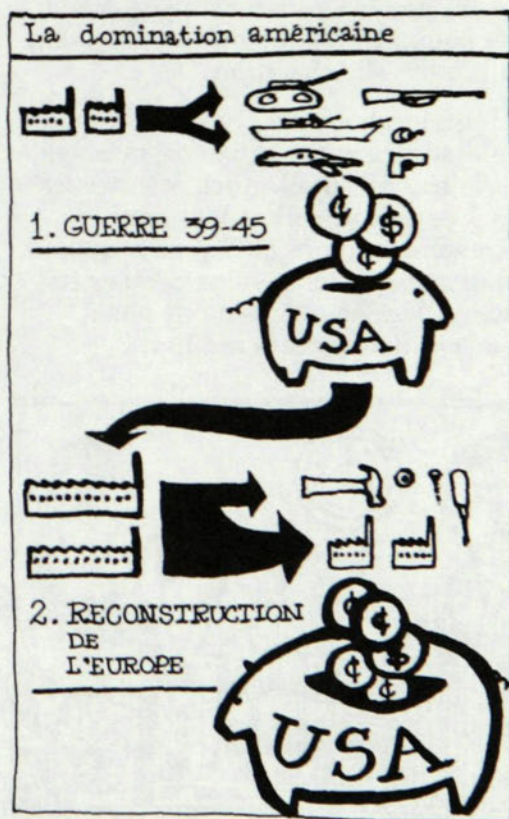
En effet, les industries en Europe et au Japon sont détruites par la guerre. Ces pays, pour se reconstruire, doivent emprunter et se procurer leur machinerie aux États-Unis, ce

qui les laisse dans une situation de dépendance totale par rapport au dollar américain. Ils se voient ainsi imposer le modèle de consommation américaine.

Les compagnies multinationales américaines comme l'automobile ou l'électronique prennent donc une force considérable, d'autant plus que ce sont les dollars américains qui financent les guerres, telles celle du Vietnam ou de la Corée.

2. Pillage du tiers-monde

Mais cette expansion capitaliste nord-américaine de 1945 à 1965 dépend aussi du pillage du tiers-monde. (Les compagnies multinationales imposent par exemple aux pays du Tiers-monde le monoculture. Ils obligent des pays qui cultivaient un ensemble de produits pour nourrir leurs populations à ne produire qu'une culture unifiée destinée à l'exportation vers les pays du centre capitaliste, (ex : les bananes, le sucre en Amérique centrale ou le thé au Sri Lanka) cette monoculture assèche souvent les sols et transforme des pays fertiles en de véritables déserts. Elle rend également des pays totalement dépendants de quelques compagnies multinationales qui peuvent acheter ces produits à bas prix et les revendre ici à prix plus hauts. La richesse nord-américaine vient ainsi du pillage du Tiers-monde.



L'exploitation dans les pays développés

L'expansion du capitalisme de 1945 à 1965 ne dépend pas, comme on le dit souvent, que de l'exploitation des travailleurs et travailleuses des autres pays au point où les travailleurs d'ici devraient se sentir coupables. Cette expansion capitaliste est due aussi à l'exploitation de la classe ouvrière d'ici.

1. Quand on n'est pas payé pour penser (le taylorisme)

À la fin du siècle dernier, un

ingénieur du nom de Taylor introduit ce qu'on appelle **l'organisation scientifique du travail** de façon à tirer le plus possible partie de l'ouvrier pendant qu'il est à l'ouvrage. L'objectif est d'adapter l'ouvrier à la machine plutôt que l'inverse. C'est ce type d'organisation du travail qu'on retrouve actuellement dans la plupart des usines, et de plus en plus dans les bureaux et les services publics.

Le taylorisme, du nom de M. Taylor, c'est donc le passage d'une organisation du travail basée sur «l'homme de métier», c'est-à-dire du travailleur qualifié qui, par exemple, fabrique l'ensemble de la chaise et qui contrôle donc la conception du produit et le rythme de son travail, à une organisation du travail basée sur le travail parcellisé. Dans ce cas, l'ouvrier ne fabrique que des parties de chaise (les pattes, les bras, les dossiers) ou ne fait que l'assemblage: c'est le travail morcelé. Il ne contrôle rien: on lui dit comment il doit agir pour être le

plus productif possible.

On calcule son rythme de travail au chronomètre et on fait une norme moyenne qui s'applique à tout le monde sans tenir compte des différences de chacun. L'apprentissage du travail se fait en un rien de temps: on a donc surtout besoin de travailleurs et travailleuses non spécialisés et qui sont par conséquent payés moins cher que les travailleurs et travailleuses spécialisés. Ce passage d'une organisation du travail à une autre a obligé le syndicalisme à se transformer: on a dû introduire le syndicalisme industriel parce que le syndicalisme de métier ne pouvait plus répondre totalement à la nouvelle situation.

Le taylorisme accentuait désormais la distance entre le travail manuel et le travail intellectuel, et entre les tâches de contrôle et d'exécution. En somme, alors qu'il y en a qui sont payés pour penser, décider et surveiller, les autres n'ont pas à penser, ils doivent exécuter.



2. La production et la consommation de masse (le fordisme)

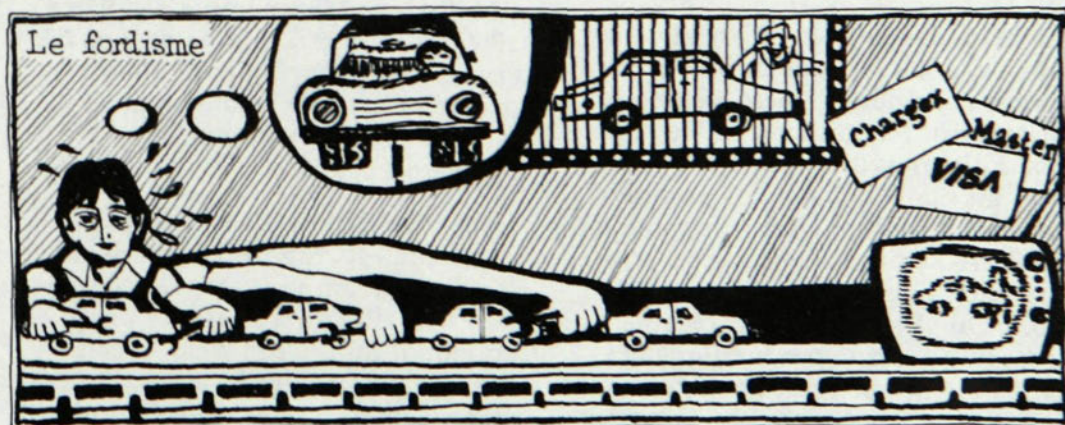
Au début du siècle, Henry Ford, l'industriel américain de l'automobile pousse plus loin les principes du taylorisme en introduisant la chaîne de montage et, par le fait même, la production de masse.

Par la chaîne de montage, les biens, comme les automobiles, sont produits en grande quantité. Mais pour cela, ils doivent être tous fabriqués en série, de la même manière. Pour être achetés, ces produits doivent être désirés par les clients. Ford disait: «Tout client pourra avoir sa voiture de la couleur qu'il voudra, pourvu qu'il la veuille noire.» Ce sera le rôle de la publicité de créer les besoins correspondants aux objets produits. La production n'est pas faite pour répondre aux besoins. Elle est faite pour le plus grand profit possible des capitalistes.

À la production de masse devait donc correspondre la consommation

de masse. Pour acheter ces biens produits en masse, les travailleurs doivent avoir des revenus suffisants. Une des causes de la crise des années 30 sera d'ailleurs cette production de masse soudaine à laquelle ne correspondait pas une augmentation des revenus qui aurait permis d'acheter ces produits.

L'augmentation phénoménale des profits due à cette production de masse permet à Ford et à certains capitalistes plus astucieux d'augmenter les salaires de façon à ce que les ouvriers des usines Ford puissent acheter une auto qu'ils construisaient. L'augmentation des salaires et des temps libres, acquise aussi par les luttes syndicales très dures, favorisent donc la consommation de masse. C'est à ce moment-là d'ailleurs qu'apparaît le crédit à la consommation, base fondamentale de la société de consommation, qu'on pourrait plus justement appeler société de production de masse.



Le fordisme, du nom de M. Ford, c'est donc plus que la production et la consommation de masse. C'est un mode de vie nouveau : tout le monde rêve d'avoir son auto ou son bungalow avec tous les gadgets possibles dans la maison. La publicité crée le rêve, elle l'encourage. Le symbole de la réussite c'est d'acquiescer les biens que les capitalistes veulent nous vendre, même si on n'en a pas besoin.

Le fordisme a aussi ses revers : l'augmentation de l'intensité de travail. Le travail ne comporte plus de temps mort. Les cadences sont accélérées. Le travailleur ne contrôle plus rien du rythme de son travail. Il y a un accroissement de la fatigue des travailleurs. Ils se désintéressent de plus en plus du travail. Il y a aussi l'augmentation de l'endettement, la frustration de ne pas posséder ces biens publicisés, l'augmentation de l'individualisme, etc.

3. Les politiques fiscales, monétaires et sociales (Keynes)

La crise des années 30 est globalement due au fait que la productivité ayant considérablement augmenté, le pouvoir d'achat trop faible des travailleurs et travailleuses ne permettait pas d'acheter ces produits. Les entreprises mettant du monde à pied, les sans-emplois, sans aucun revenu, ne pouvaient acheter non plus. On s'est retrouvé rapidement avec une énorme production sans personne qui pouvait l'acheter, malgré les besoins criants. La solution

à la crise des années '30 devait donc passer par un encouragement à la consommation sans trop favoriser l'inflation. Aujourd'hui, ces solutions ne fonctionnent plus pour les capitalistes. Elles ont cependant permis une relative expansion capitaliste durant un peu plus de 20 ans.

« Quand on pèse sur le gaz ou sur les freins de la consommation »

L'économie capitaliste fonctionne toujours par coups ou par cycles. M. Keynes, un économiste de ce temps, a précisé un certain nombre de mesures à prendre pour éviter les crises à l'avenir. D'abord, si l'économie va trop lentement, il faut « peser sur le gaz » de la consommation. Si les affaires baissent, s'il y a du chômage, il faut encourager la consommation en baissant les impôts et les taux d'intérêt. Cela devrait alors favoriser les emprunts, augmenter le pouvoir d'achat et donc la consommation ; la production normalement reprend avec une baisse du chômage. Un seul inconvénient : **l'inflation**. Mais comme de 1945 à 1965 l'inflation n'est que de 2 ou 3% cela est bon pour les capitalistes puisque c'est une façon déguisée de faire baisser les salaires en valeur réelle.

Cependant, nous dit Keynes, si la demande est trop forte, favorisant l'inflation, donnant trop de pouvoir aux travailleurs à cause du plein emploi, il faut décourager la consommation par des hausses d'impôt et des taux d'intérêt. Alors normale-

ment, il y a une baisse de l'endettement, une baisse des affaires, une baisse des prix. Un inconvénient: **une hausse du chômage**. À des moments différents, l'État met un accent sur la lutte au chômage ou à l'inflation, et maintient un équilibre entre les deux.

«Venir en aide aux pauvres... pour le plus grand bien des riches»

Durant cette crise des années '30, les classes populaires ne sont pas restées les bras croisés. Elles ont pris la rue, manifestant pour augmenter leur pouvoir. À la suite de bien d'autres capitalistes, Keynes favorise des concessions aux classes populaires pour assurer la paix sociale. Il introduit dans son système ce qu'on appelle maintenant les politiques sociales: l'assurance-chômage, le bien-être social, les allocations familiales, les pensions de vieillesse, les pensions pour les accidentés du travail, le salaire minimum, etc. Ces acquis sont le fruit des luttes populaires de cette époque. Mais ces politiques sociales furent introduites dans l'optique de favoriser la consommation et, ainsi, sont devenues des moyens pour éviter les crises.

Ainsi en période de ralentissement économique on «pèse sur le gaz» de la consommation en se montrant «plus généreux» au niveau des politiques sociales: on met de l'argent en circulation. En période d'inflation, on restreint les mesures d'aide sociale pour freiner la consommation. On est loin de la société juste!

«Les syndicats... domestiqués»

Durant la crise des années '30, les luttes syndicales sont devenues de plus en plus dures. Pour favoriser la paix sociale, l'État capitaliste tout en reconnaissant légalement le syndicalisme - ce qui fut une grande victoire ouvrière, légiféra de telle manière que les capitalistes puissent y trouver leur compte. Les conventions collectives constituaient une trêve de quelques années permettant à ces capitalistes de planifier leur augmentation de coûts sans surprise. Ils s'assuraient ainsi une certaine paix pendant quelques années.

Du point de vue patronal, il fallait cependant éviter l'expansion du syndicalisme. La loi impose alors les négociations, entreprise par entreprise, et brise ainsi une concertation syndicale large et morcèle la solidarité des travailleurs.

Un modèle en crise

C'est tout ce modèle d'exploitation qui est maintenant en crise. Comme durant les années '30, l'accumulation du capital est bloquée. Le capitalisme cherche donc à se réorganiser sur d'autres bases tant au plan international qu'au sein même des pays développés: c'est le fordisme qui est en crise.

Comment s'explique la crise ?

Christian Payeur

Lorsque les politiciens et les économistes officiels cherchent à nous expliquer les problèmes économiques actuels, on a l'impression que c'est loin de nous tout ça. Pourtant, on a les deux pieds dans cette crise et on en subit chaque jour les effets désastreux. À vrai dire, pour s'expliquer la crise il ne faut pas nécessairement regarder bien loin. Il s'agit peut-être d'examiner d'un autre œil la vie de tous les jours pour comprendre.

Mon voisin vient de laisser tomber son vieux Chevrolet et il s'est acheté une petite Toyota. Si je fais un tour dans le coin, je vois qu'il y en a de plus en plus des petites autos japonaises (Toyota, Datsun, Honda), françaises (Renault) et allemandes (Volkswagen). Il y a beaucoup moins de « grosses américaines ». Que voulez-vous ? L'essence coûte si cher ! Moi, je m'en achèterais bien une petite auto, mais j'ai pas les moyens.

Un rapport de force transformé

Il est facile de constater que les grandes compagnies américaines de l'automobile ont une concurrence qu'elles n'avaient pas dans les années '50 et '60. Petit à petit, les capitalistes d'Europe de l'Ouest et du Japon sont venus concurrencer les monopoles américains dans leur chasse gardée du marché nord-américain de l'automobile. Récemment, le phénomène s'est développé. La part du marché de l'automobile contrôlé par les compagnies américaines au Canada n'a cessé de baisser. Alors qu'on ouvre des concessions d'autos japonaises, les con-

cessionnaires d'autos américaines ferment boutique. Chrysler a passé à un cheveu de la faillite. Ford est en mauvaise posture financière.

La situation de l'industrie automobile américaine n'est que le reflet du rapport de force qui s'est établi au plan international entre les principales puissances capitalistes. Les capitalistes américains ne dominent plus de façon aussi exclusive les pays capitalistes développés. Leurs concurrents d'Europe de l'Ouest et du Japon ont profité de la reconstruction d'Après-Guerre pour se doter d'une base industrielle moderne et à grande productivité. Leurs produits viennent maintenant concurrencer la production américaine.

Les statistiques concernant les capacités productives des Américains par rapport à leurs principaux concurrents sont révélatrices.

Produits intérieurs bruts
(en milliards de dollars U.S.)

	1950	1978
Américain	288\$	1 751\$
Japonais et Européens de l'ouest	164\$	2 512\$

Source: Congrès Spécial de la CSN sur la question nationale, Québec 1, 2, et 3 juin 1979, p. 22.

En 1978, les concurrents des américains ont renversé les termes de la comparaison: maintenant leur P.I.B. est supérieur à celui des U.S.A.



La transformation des rapports de force au plan international constitue le cadre de la crise qui traverse toute l'économie Nord-Américaine et mondiale. Mais ce ne serait pas les Arabes qui seraient en arrière de tout ça? La hausse des prix du pétrole en 1973 a sûrement joué un rôle. Mais il convient de le préciser.

Reprenons l'exemple de l'industrie automobile. Tout d'abord, il faut constater que la pénétration massive des automobiles importées sur le marché nord-américain débute bien avant 1973. La hausse des prix du pétrole va agir comme accélérateur de la pénétration des autos importées, plus petites et moins gourmandes en essence. Cette hausse en pétrole vient agir finalement sur un rapport de force déjà à l'œuvre.

Par ailleurs, l'industrie nord-américaine s'est construite sur la base d'un approvisionnement à bon comp-

te en énergie et en matières premières, fruit du pillage du Tiers-Monde. Il est donc évident que si les peuples du Tiers-Monde cherchent à se reprendre en mains, (ex. Amérique-centrale, Afrique australe) ils vont restreindre « l'espace vital » du capi-

talisme nord-américain.

En résumé, on assiste au plan international à une remise en cause des conditions de la « croissance » capitaliste d'après-guerre. C'est le contexte d'une crise profonde.

Le taux d'escompte

Ils viennent de dire au téléjournal que le taux d'escompte de la Banque du Canada a été porté à 16% et que le dollar Canadien est monté à 0.84 américain. Qu'est-ce que ça veut dire? Comment voulez-vous que je m'achète une auto avec des taux d'intérêt pareils?!

Avec en arrière-fonds le bruit des téléscripateurs pour faire plus sérieux, on nous donne chaque jour la valeur du dollar canadien sur les marchés monétaires. Tous les jeudis, on nous parle du taux d'escompte de la Banque du Canada qui vient de changer. De ce fait, on rend banale une situation qui ne l'est pas.

C'est quoi le taux d'escompte? C'est le taux d'intérêt que la Banque du Canada demande aux Banques à Chartre (Banque Royale, de Montréal, Nationale, etc.) lorsque celles-ci viennent emprunter des fonds qu'elles vont par la suite prêter à leurs clients. C'est à partir de ce taux que les banques vont fixer leurs différents taux d'intérêts. Pour un taux d'escompte de 16%, on peut avoir un taux préférentiel (aux meilleurs

clients) de 17%, un taux sur hypothèque de 18% et taux pour le crédit à la consommation de 19.5%.

Pourquoi les taux d'intérêts sont-ils si élevés? Premièrement, c'est voulu par nos gouvernements et par la Banque du Canada. Selon eux, les taux d'intérêts élevés combattent l'inflation et protègent la valeur de notre monnaie. On y reviendra. Deuxièmement, c'est voulu par les grandes banques. Lorsque le taux d'inflation est à 13% annuellement, l'intérêt sur les dépôts doit rapporter plus que 13% car sinon la valeur réelle du placement baisse. Donc, pour se prémunir contre les effets de l'inflation, on cherche à fixer un taux d'intérêt supérieur à l'inflation.

Mais revenons à la question monétaire. La Banque du Canada doit veiller à la bonne santé de la monnaie canadienne. Si on parlait si peu avant de notre dollar, c'est qu'il existait depuis 1944 un accord international garantissant la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et par ce biais par rapport à l'ensemble des monnaies des autres pays. Tout ce système monétaire international reposait sur la suprématie du dollar US, reconvenue par tous les pays comme la monnaie d'échange internationale.

La montée des pays d'Europe de l'Ouest et du Japon va aussi remettre en cause la suprématie du dollar. En 1971, Nixon, président des États-Unis, met fin unilatéralement aux accords de 1944 et ne garantit plus la valeur en or du dollar américain. Tout le système s'effondre. Les rapports de force au plan international vont maintenant se jouer pleinement. Les monnaies deviennent flottantes: elles varient en permanence les unes par rapport aux autres. La fluctuation dans la valeur d'une monnaie sera liée aux mouvements de capitaux au plan international. Ceci ouvre la porte à la spéculation des grands financiers.

On comprend pourquoi les grands financiers comme Bronfman s'intéressent à chaque jour à la valeur du dollar. Une variation d'une cenne peut rapporter du jour au lendemain, une douzaine de millions de dollars.

Par la spéculation qu'elle entraîne, la crise monétaire sera porteuse d'instabilité et d'inflation. Cette situation ne contribue pas à relancer

l'économie: elle ne sert qu'à enrichir les grands financiers. Voilà, ce qu'on peut retrouver en arrière des fluctuations du dollar.

Pendant que les grands financiers font des millions, des entreprises ferment, des travailleurs et travailleuses sont en chômage en nombre grandissant. Car, non contente de «protéger» notre dollar au plan international, la Banque du Canada se décide à le «consolider» au plan interne. Selon la Banque, il y a trop d'argent au Canada, c'est ce qui cause l'inflation et affaiblit notre monnaie. Si elle élève les taux d'intérêts, la Banque pense restreindre le crédit, donc la consommation et, par voie de l'offre et de la demande, l'inflation. Mais les grandes entreprises vont monter leurs prix pour payer leurs dettes à des taux plus élevés (ça la Banque du Canada ne le dit pas). Après 5 ans de taux d'intérêts élevés au Canada, on se rend compte que l'inflation, loin de ralentir, progresse. Ces taux d'intérêts élevés rapportent beaucoup à ceux qui ont de l'argent et appauvrissent ceux qui sont les plus



démunis. Dans les faits, les hauts taux d'intérêts alimentent l'inflation.

Les taux d'intérêts élevés font fermer beaucoup d'entreprises et créent le chômage. Avec les banques, les grandes entreprises rachètent à bas prix leurs concurrents pour devenir

encore plus puissantes. Voilà ce qui se cache en arrière des taux d'intérêt. L'État crée de cette manière les conditions d'une restructuration « à vif » du capitalisme aux frais des classes ouvrières et populaires: voilà un des enjeux fondamentaux de la crise.

L'inflation

Je gagne plus mais je suis plus pauvre. L'inflation ça me gruge! Aux prochaines négociations, il faudrait au moins reprendre la clause d'indexation perdue la dernière fois. Mais il y a aussi toute la question de la santé-sécurité qui devient urgente: on est écœuré de perdre notre vie à la gagner.

Pour relancer la rentabilité de leurs entreprises, les capitalistes ont systématiquement monté leurs prix. Lorsque le mouvement syndical a lancé une vaste offensive en 1974-75 pour faire face à l'inflation et demander l'indexation, le gouvernement Trudeau est arrivé avec le gel des salaires (loi C-73). Si bien qu'en 1981, on constate que nos salaires ne suivent plus la hausse du coût de la vie. On est plus pauvres qu'avant. Mais pendant ce temps, les plus riches sont devenus plus riches.

Sauf qu'avec l'inflation, nos conditions de travail ne s'améliorent pas non plus. Au contraire, on constate

que les investissements industriels plafonnent. Ce qui veut dire qu'on pousse les travailleurs à bout avec les mêmes machines. Et on va reprocher aux travailleurs que la productivité plafonne! On va dire que c'est la faute aux travailleurs si le capitalisme connaît des problèmes de rentabilité. Mais en fait, c'est la structure même du capitalisme qui est en cause. Dans ce contexte, nos revendications sur la santé-sécurité se heurtent à des refus catégoriques. Les patrons se cachent derrière la loi 17. Pas étonnant que le travail perde de son intérêt, que l'absentéisme et le turnover augmentent.

Les capitalistes se servent de leurs millions accumulés grâce à l'inflation pour spéculer en bourse, spéculer sur les monnaies, spéculer sur les terrains et les immeubles. Ça les enrichit, ça alimente l'inflation et ça nous appauvrit. Mais surtout, ça ne crée pas d'emplois et nos conditions de travail ne cessent de se détériorer.

Fusion d'entreprises

Je viens de perdre ma job. Pourtant c'était une nouvelle compagnie qui venait juste d'acheter l'usine. Je ne comprends pas!

Avec les millions que leur amène l'inflation, les capitalistes ne font pas que spéculer. Ils procèdent à une vaste opération de fusion et de concentration d'entreprises. Pour les trois dernières années (1978-79-80,) il s'est engouffré pour 6\$ milliards de dollars dans des opérations de fusions d'entreprises au Canada. Souvent, le rachat d'entreprises signifie non pas une relance des usines mais fermetures des usines

moins rentables et concentration de la production aux usines plus rentables. C'est le cas de BFG-Admiral qui suite à une fusion a fermé progressivement ses usines du Québec et concentré sa production en Ontario. Avec ces fermetures, le chômage progresse. On est rendu à une situation où grâce à l'effet combiné de la perte du pouvoir d'achat, des mises à pieds, des fermetures d'usines et du chômage, on assiste à une baisse de 4% des ventes au détail au Québec de septembre 1980 à septembre 1981. Si bien que même l'usine BFG-Admiral de l'Ontario vient de fermer ses portes. La compagnie Inglis s'est montrée intéressée à acheter...

Les femmes, main-d'œuvre à bon marché

Nous autres les femmes, on dirait qu'on nous considère juste bonnes à s'occuper des enfants et de l'entretien de la maison. Moi, je suis tannée de rester entre mes quatre murs. Je veux travailler. De toute façon avec le coût de la vie, j'ai pas le choix. Mais j'ai beau chercher, la seule chose qu'on m'offre c'est du travail à temps partiel.

Le rôle que l'on reconnaît aux femmes dans notre société est celui de s'occuper des enfants, de la maison et du mari. Dans la «société de consommation», les femmes deviennent un maillon de la chaîne que la publicité exploite au maxi-

mum. Pour les femmes ce rôle est aliénant et inacceptable. On veut sortir des cuisines, on veut avoir plein droit de cité dans la société. De plus, «travailler à l'extérieur» devient une nécessité pour boucler le budget.

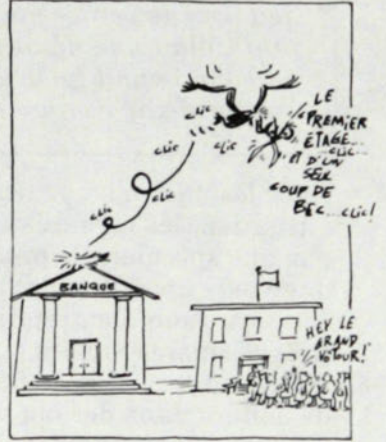
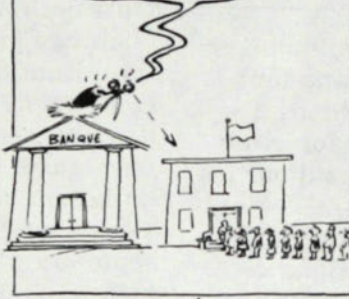
Mais le capitalisme ne reconnaît pas aux femmes un droit réel au travail. À l'occasion, on va se servir des femmes comme main-d'œuvre à bon marché: pendant la guerre, ou lorsqu'on a des périodes de pointe (temps partiel). En temps de crise, les capitalistes et les gouvernements retournent les femmes à leurs chaudrons. En fait cette société révèle au travers sa crise qu'elle est incapable de répondre à nos aspirations les plus légitimes.

LE GRAND VÔTOUR

HÉ! HÉ! QU'EST-CE QUE
JE COUPERAIS BIEN AUJOURD'HUI?
clic! UN HÔPITAL? clic! UNE
ÉCOLE? clic! clic! UN...
CENTRE D'ACCUEIL? clic!



TIENS, TIENS, clic!
UNE BELLE FILE D'USAGERS!
clic! clic!
UN VRAI RÊVE!
clic! clic! clic!



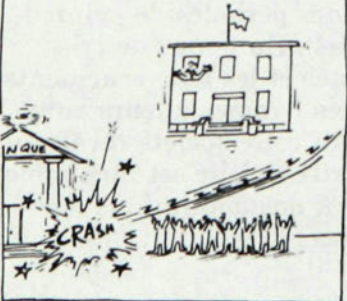
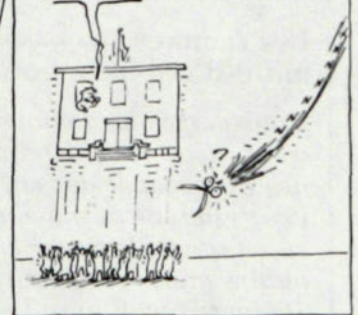
V' LÀ LE GRAND VÔTOUR!
VITE, TOUT LE MONDE
ENSEMBLE!



FAUT L'EMPÊCHER
D' COUPER
DANS LES SERVICES PUBLICS
HÔ!.....



HISSE!



RÉUSSI!



clic! clic! si LES USAGERS ET LA
POPULATION S'EN MÉLENT,
LE MÉTIER DE VÔTOUR
VA ÊTRE DUR !!



L'ARNOTTE
ET "LE BARON NOIR"

Consommation

À Noël, on nous annonçait des «jouets» nouveaux, «révolutionnaires». Imaginez un peu: Les jeux «Atari» à 700\$, le mini-ordinateur de Radio-Shack à 590\$ - qui veut acheter ça ?

Les capitalistes ne produisent pas selon nos besoins. Ils produisent ce qui est rentable de produire. Leur objectif c'est le profit maximum. Pour un profit maximum, on doit produire en masse et vendre en masse. Avec «l'American way of life» les capitalistes avaient su imposer un modèle de consommation en accord avec leurs objectifs de

rentabilité. Voilà que maintenant, non seulement on n'a plus les moyens d'acheter, mais qu'on n'a plus envie d'acheter n'importe quoi. Les jeux «Atari» et les «mini-ordinateurs» sont très loin de nos besoins de temps de crise. Le capitalisme ne répond pas à nos besoins. Le capitalisme est incapable de développer un modèle de consommation autre que «l'american way of life», créant l'illusion qu'il est capable de faire le bonheur de tout le monde. La crise c'est l'éclatement de cette société de production et de consommation de masse orientée par le profit. La crise, on le voit, n'est pas strictement économique. Elle est aussi culturelle et sociale.

Les coupures budgétaires

Les coupures budgétaires par-dessus tout ça, c'est trop! Il est temps de dire qu'on étouffe et que les politiques des gouvernements ne règlent rien.

Les coupures ont pour conséquences de mettre des travailleurs et des travailleuses en chômage et de nous appauvrir collectivement. En fait, ça ne règle rien à la crise. Ça permet aux compagnies de payer moins d'impôt et de recevoir plus de subventions. Mais si nous, on ne peut plus acheter, la crise va ressembler étrangement à celle des années '30. Le capitalisme va s'é-

touffer à force de nous serrer la ceinture.

Nos luttes sont légitimes. Nos revendications peuvent nous sortir de la crise. Peut-être pas tout à fait comme le veulent les capitalistes. Mais eux, ils ont assez profité de notre misère.

La crise ne remet pas seulement en cause une façon de produire mais aussi ce qui est produit et finalement c'est tout un mode de vie qui est remis en question. La crise nous place face à un choix de société! ●

La crise et nous

Ce que les politiciens et les patrons en disent

Trudeau nous conseille de lire la Bible: « Je n'ai jamais promis que tous auraient leur maison. Il est écrit: tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ».

Mac Eachen déclare que son budget fera payer les riches alors qu'en réalité il ne fait rien pour s'attaquer au chômage et la hausse des prix. Il réduit même le taux d'imposition maximal sur les profits des compagnies. Allo le budget qui fait payer les riches!

Trudeau rappelle qu'il est normal que ceux qui prennent des risques financiers en tirent les bénéfices et que les riches deviennent encore plus riches. Il invite le public en général à lutter aussi contre l'inflation en donnant son appui au budget, en acceptant les coupures dans les dépenses du gouvernement et en freinant les demandes des hausses salariales. (*Le Devoir*, 30-10-81)

Le Conseil du patronat appuie les coupures et est favorable au ticket modérateur.

Le vice-président de la Banque de Montréal pour le Québec affirme que « les gens d'affaire devraient considérer les taux actuels comme des minimum » (*Journal les Affaires*).

Tous disent qu'il faut plus d'argent aux riches pour qu'ils puissent en donner plus aux pauvres; que la crise est une bonne chose parce qu'elle nous amène à revenir aux valeurs de bénévolat et de gratuité et à consommer moins; que le syndicalisme est dépassé et que...

Nous, on sait que si on les laisse venir nous prendre une cenne, ils viendront nous en chercher une deuxième, une troisième, et encore.

Trudeau suggère de lire la Bible

« Je ne crois pas que le gouvernement canadien ou la nation Canadienne peut ou devrait garantir à tous les Canadiens, quel que soit leur âge ou leur condition, qu'ils pourront devenir propriétaires de leur propre maison », a soutenu M. Trudeau. « Je crois que c'est la Bible qui dit que nous devons gagner notre pain à la sueur de notre front. Le député qui est un expert en matières divines devrait lire la Bible qui dit cela », a conclu le premier ministre. (*La Presse*, 2 décembre 1981)

Nous et la crise

Ce que nous, on en dit

On est tenté par un certain découragement

C'est décourageant de militer 10 ans dans ton syndicat ou dans ta garderie, puis de voir l'usine fermer, la garderie tomber à l'eau.

Plusieurs du monde ouvrier ne disent-ils pas que: «il y a rien qu'une guerre pour nous en sortir».

Mais on a aussi nos espoirs

- du monde qui se battent pour réouvrir leur usine
- la récente lutte des assistées sociales
- des syndicats de chômeurs
- des luttes communes des syndiqués avec les usagers, des parents avec les travailleurs de garderie.

Nos solutions à nous pour nous sortir de la crise

- Intégrer les conditions de vie à l'ensemble de la riposte à la crise? En Italie, en Allemagne, en Hollande, la question du logement a mobilisé beaucoup de monde sous forme de mouvement d'auto-réduction des loyers et des services, mouvements de squatters, etc.
- La lutte pour le droit à l'information dans les entreprises, pour le

droit de regard sur les livres de l'entreprise? «Il nous semble élémentaire que des hommes et des femmes qui ont fourni plusieurs années de leur vie de travail soient en droit de savoir pourquoi, du jour au lendemain, ils se retrouvent soudainement sans emploi» (C. Auger, CSN).

- La lutte pour des changements au code du travail, par exemple l'accréditation multipatronale qui permettrait de résister au morcellement des unités de travail?
- La mise sur pied de mécanismes anti-fermeture, comme le revendiquent les centrales syndicales?
- La lutte pour la réduction des heures de travail sans perte de salaire, qui nous permettrait de faire diminuer le chômage et d'avoir davantage de temps pour vivre?
- L'élargissement de nos solidarités: travailleurs-euses avec ou sans emploi, avec ou sans assurance-chômage, travailleurs et ménagères, syndiqués et non-syndiqués, travailleurs publics avec ceux du privé et avec les usagers?
- Un début de définition d'un autre projet de société?

À qui profitent les taux d'intérêt élevés ?

Suzanne Chartrand

En plein mois de juillet, où que nous étions, sur les plages d'Old Orchard, dans un camping en Gaspésie, à notre chalet ou à balconville, nous n'avons pas pu ignorer «la hausse vertigineuse des taux d'intérêts» ou «la baisse dramatique de la valeur du dollar canadien». Pas moyen de passer deux semaines de vacances tranquilles!

Vous sentiez-vous concernés? Sans doute. Vous sentiez-vous coupables? Pas vraiment, mais tout de même un petit peu: après tout ne vivez-vous pas un petit peu au-dessus de vos moyens? Comprenez-vous ce qui se passait? Sûrement pas et cela, malgré l'abondance d'informations et de chiffres. Vous savez, les petites flèches du petit écran sur les mouvements de la bourse, c'est bizarre, n'est-ce pas?

Mais, mal à l'aise, inquiets, impressionnés, ça oui, nous le sommes et nous ne comprenons toujours pas ce qui se passe, à quoi riment ces taux

d'intérêts, taux préférentiels, taux d'escompte et que disent les économistes, monétaristes ou pas. Nous allons essayer de clarifier tout cela, mais pour cela nous avons besoin d'un petit lexique.

Petit lexique pour comprendre la crise financière et monétaire

La banque (le système bancaire): Pour vous c'est l'endroit et l'institution où vous déposez vos épargnes et où vous effectuez vos transactions financières. Cette institution fait partie d'un système, le système bancaire qui est un rouage de l'économie capitaliste. On peut dire que les banques font le commerce de l'argent. Le commerce rapporte des profits aux capitalistes des banques. La banque c'est une machine à faire des sous. Pas seulement à les conserver. Les capitalistes des banques prêtent de l'argent et offrent des services moyennant rémunération (en frais de services ou en intérêt).

Les banques à charte: sont des institutions bancaires au sens de la loi. Les plus importantes au Canada sont la Banque de Montréal, la Banque Royale, la Banque du Commerce Canadienne impériale, la Banque de Nouvelle Écosse, la Banque Nationale (fusion de la BCN et B.P)... Elles sont soumises à une institution bancaire spéciale, d'envergure nationale, la Banque du Canada.

La Banque du Canada: ce n'est pas une banque comme les autres. Elle n'a pas de succursale, vous n'y avez pas accès. Cette institution chapeaute le système bancaire et régit la politique monétaire du Canada. De plus, elle sert de trésorier au gouvernement fédéral, elle émet les chèques du gouvernement, frappe la monnaie et prête aux Banques en leur faisant payer, bien sûr, un petit supplément en pourcentage, qui s'appelle taux d'escompte.

Le taux d'escompte: c'est le taux d'intérêt chargé par la Banque du Canada aux banques à charte. C'est en quelque sorte le taux d'intérêt de base. Afin de pouvoir l'ajuster régulièrement, la Banque du Canada a instauré le taux d'escompte flottant.

Le taux d'intérêt: c'est un montant en pourcentage ajouté à l'em-

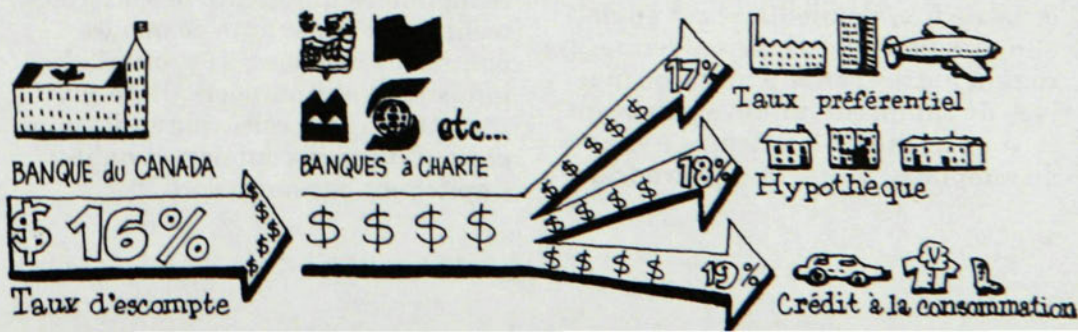
prunt qu'un individu, qu'un organisme ou une entreprise effectue dans une banque. Ce taux sera supérieur au taux d'escompte (car la banque fera un petit profit, et oui!).

Le taux préférentiel: c'est le taux d'intérêt que les banques consentent à leurs meilleurs clients (ceux qui empruntent quelques milliers ou millions). Ainsi, par exemple, en juillet, le taux d'escompte de la Banque du Canada a atteint un record soit 21,24%. S'ajustant à la hausse les banques ont alors chargé 22.75% comme taux préférentiel et un peu plus aux emprunteurs ordinaires (entre 22 et 25%).

Le crédit: un règlement, dans le futur, d'une transaction qui se fait aujourd'hui (acheter à crédit).

Pourquoi la Banque du Canada fixe-t-elle son taux d'escompte si haut, ce qui entraîne des taux d'intérêt exorbitants?

M. Bouey, gouverneur de la Banque du Canada explique que cette politique vise à lutter contre l'inflation qui est considérée comme un phénomène essentiellement monétaire (il y a trop d'argent en circulation...). Il espère qu'en augmentant les taux d'intérêts, les entreprises, les gou-



vernements et les particuliers emprunteront moins et « agiront de manière un peu moins irresponsable ». Ce qui fait peur à M. Bouey c'est que la crise financière prenne des proportions catastrophiques. Le moins qu'on puisse dire c'est que les effets de cette politique ne sont pas brillants.

Car pourtant l'inflation continue?

Eh oui! Mais ajoutera le gouverneur c'est une lutte de longue haleine et qu'on en viendra à bout seulement si on applique une politique monétaire rigoureuse (contrôler la masse monétaire et le marché financier, diminuer l'endettement et assainir les finances publiques et privées). Cette politique, justifiée « scientifiquement » par les économistes qu'on appelle monétaristes, est appliquée ici depuis '75. Elle l'est maintenant dans la plupart des pays capitalistes industrialisés.

Et pourtant, ses effets sont désastreux. Mais désastreux pour qui? Ah! voilà la bonne question.

Vous paierez plus cher votre loyer, si vous êtes propriétaire votre hypothèque grimpera en flèche, si vous devez déménager vous aurez beaucoup de mal à vous reloger, la construction domiciliaire est en déclin, des petites entreprises fermeront, d'autres péricliteront, incapables de financer leur développement et vous hésitez longtemps avant de remplacer votre auto, votre frigo,

etc. Pendant ce temps, ceux qui ont le haut du pavé pourront acquérir les entreprises en difficulté. La concentration industrielle s'accroîtra, permettant aux monopoles de hausser les prix. Les capitalistes du secteur financier (banques, compagnies de crédit, spéculateurs...) feront des profits records. Les capitaux américains envahiront le marché du crédit. Bref les canards boiteux seront liquidés, le marché financier assaini et les gros réorganisés. Peut-être pourront-ils alors sortir de la crise et se redéployer à l'aise?

Les profits des banques pour les 9 premiers mois de 1981

	\$ millions aug. en %	
Banque Royale	377.2	64.1
Banque de commerce	225.9	69.6
Banque de Montréal	267.9	41.0
Toronto Dominion	195.0	59.0

C'est ça l'idée. Mais on prend bien garde de nous le dire. M. Bouey ne peut tout de même pas dire, tout haut, que le prix à payer pour permettre aux capitalistes de sortir de la crise c'est de mettre l'économie par terre pour ne permettre qu'aux plus forts de se relever et de repartir de plus belle. Conclusion: il faut apprendre à décoder le langage des économistes qui justifient en termes techniques et savants ce que les politiciens décident au profit des industriels et financiers. Il ne faut surtout pas les croire quand ils nous parlent du bien commun et qu'ils s'apitoient sur notre sort.

**« Qu'on en finisse
avec les questions constitutionnelles
et qu'on s'occupe donc de l'économie! »**

Cette phrase, vous l'avez entendue plus d'une fois, peut-être, l'avez-vous même prononcée? Le Ministre Jean Chrétien, lui, l'a publiquement prononcée, ça devrait nous laisser songeur...

Cette affirmation en renferme trois autres. La première c'est qu'on (en l'occurrence les gouvernements fédéral et provinciaux) ne s'occupe pas de l'économie. Les textes du dossier montrent le contraire; il y a bel et bien des politiques économiques qui font leur chemin. L'autre suggère que les questions constitutionnelles n'ont rien à voir avec l'économie - ce sont des questions politiques et linguistiques - (évident, non?). La dernière renvoie subtilement la faute de la débâcle économique à ceux qui font traîner en longueur le débat constitutionnel, vous voyez tout de suite à qui je pense? le gouvernement du Québec, bref le P.Q.... Subtil non, comme manipulation des faits.

À propos des rapports entre l'économie et la politique, soulevons la question des enjeux économiques dans le débat constitutionnel en cours. Le débat constitutionnel, avivé par le projet de rapatriement unilatéral de la Constitution s'est déroulé comme un débat entre le

fédéral d'une part (et deux provinces alliées, principalement l'Ontario) et les huit autres provinces. L'enjeu: la répartition des pouvoirs et des ressources économiques au Canada.

Aussi schématiquement, on pouvait penser que le débat se menait entre deux clans: **d'un côté** les secteurs traditionnels de la grande bourgeoisie canadienne (les secteurs minier, papetier, métallurgique, financier, industrie du transport) situés massivement en Ontario et au Québec et représentés politiquement par le gouvernement fédéral (PLC), le gouvernement ontarien (PC), le PLQ (privé du pouvoir depuis '76), **de l'autre** les gouvernements provinciaux des provinces de l'Ouest et Terre-Neuve représentant les intérêts des capitalistes régionaux liés au boom des richesses énergétiques, auxquels s'est joint le gouvernement du Québec pour des raisons qui sont plus uniquement politiques (les droits nationaux).

En fait, les alliances cachent des réalités plus complexes et masquent tout le processus de restructuration de l'économie canadienne, donc des différents secteurs bourgeois. Plusieurs faits récents (ex. achat de compagnies pétrolières de l'Ouest par les grosses banques canadien-

nes) montrent que la grande bourgeoisie canadienne est en train de se restructurer en intervenant entre autres, dans le secteur énergétique. Elle a besoin d'un espace canadien unifié mais exige aussi de la souplesse du fédéral, elle s'oppose plus aux excès du fédéralisme centralisateur qu'au projet.

Aussi le gouvernement fédéral durant les derniers mois a été relativement isolé et a dû faire des compromis (accords sur le pétrole avec l'Alberta). Quant au Québec, il a fait une alliance « contre-nature » avec des gouvernements provinciaux hostiles ou insensibles aux droits de la nation québécoise et d'abord préoccupés de tirer profit de leurs ressources économiques sans pour autant contester la légitimité

du fédéral et de son projet.

La bourgeoisie québécoise, elle, est profondément divisée au niveau économique (une partie est alliée à la bourgeoisie canadienne, une autre en concurrence) et politique (PQ/PLQ); le gouvernement du Québec ne pouvait prétendre s'appuyer sur elle pour contrer les visées économiques et politiques du fédéral. D'où son isolement.

En résumé, on peut avancer l'idée suivante: l'enjeu de la crise constitutionnelle canadienne était double: orienter une restructuration de l'économie canadienne (affectée par la crise mondiale du capitalisme), restreindre les droits nationaux du Québec, sapant ainsi ses possibilités de contester.

Les grands achats des 6 premiers mois de 1981

Compagnie achetée	Acquéreur	Prix (\$ millions)
1. Compagnies canadiennes		
MacMillan Bloedel	Mines Noranda	626
Abitibi Price	Olympia & Yord	560
Allarco Development	Carma Developers	240
Afton Mines	Teck Corporation	200
Zellers Ltd	La Baie	151
Supermarchés Dominion Qué	Provigo	100
Chantiers maritimes Davie	Dome Petroleum	38
2. Compagnies étrangères		
Flagship Banks	Royal Trust	360
3. Filiales canadiennes de compagnies étrangères		
Hudson Bay Oil & Gas	Dome Petroleum	1.915
Petrofina	Petro-Canada	1.460
Cie Canadienne Internationale de papier	Canadien Pacifique	1.100
Kaiser Resources	British Columbia Resources	664
Candel Oil	Sulpetro	546
Shell Explorer Ltd	Husky Oil	430
Uno-Tex Petroleum	Husky Oil	371
Cities Services	Nu West Development	274

3.

dossier

**Serrons-nous
les coudes.**



Ils ferment les entreprises

Ouvrons davantage la solidarité

Joseph Giguère

Au congrès des Relations Industrielles à l'université Laval en 1978, un conférencier affirmait: «Dans notre système économique, les règles du jeu sont telles que les entreprises ou les organisations naissent, vivent et meurent... cependant de tels changements ne sont pas seulement négatifs, ils peuvent être positifs». Cet optimisme traduit ce que beaucoup pensent des fermetures d'entreprises, à savoir, que ces mortalités industrielles liées à la transformation-concentration de l'économie et à l'amélioration de l'efficacité des moyens de production ne doivent pas nous faire pleurer puisque elles sont finalement le résultat du progrès.

Baptiste au désert

En regard de cette perspective profondément rassurante, nous autres, les militants syndicaux, avec notre «jusqu'au-boutisme» tendu contre les fermetures d'entreprises, avec nos discours grinçants où il n'est question que d'insécurité, d'appauvrissement, d'attaques patronales et de crise, nous devons parfois, aux yeux de bien du monde, avoir des allures de «Baptiste au désert». On doit souvent nous considérer comme des espèces d'imperturbables moralistes d'appareil qui dénoncent le fonctionnement du système économique sans savoir de quoi ils parlent, et qui au nom de grands principes mènent des combats sans



CSS

doute vigoureux, mais complètement stériles parce que tout à fait décrochés des lois de l'économie concrète. Illustrons par un cas qui a fait la manchette.

Vaillancourt: un espoir difficile à pétrir

Soutenus par la C.S.N. les travailleurs et travailleuses de Vaillancourt à Québec poursuivent depuis bientôt deux ans une lutte pour la réouverture de la boulangerie Vaillancourt.

Propriété du groupe Samson, un des quelques géants dans la fabrication du pain au Québec, cette boulangerie a été fermée, selon la version publique du propriétaire, essentiellement pour des raisons financières, plus précisément de coût de production. Décision logique économiquement et socialement juste par le fait même au dire du patron Samson : « Nous ne faisons pas perdre 110 emplois comme nous en accuse le syndicat, se défendait-il au moment

de la fermeture en février 1980, mais au contraire nous en sauvons plutôt 700 du fait que par cette fermeture nous consolidons nos autres unités de production et assurons ainsi leur survie ».

Discours d'allure prévoyante et dont les faits ultérieurs semblent illustrer la sagesse puisque depuis ce temps l'avance triomphante du Groupe Samson s'est poursuivie par l'acquisition de nouvelles succursales et de nouveaux marchés à travers le Québec et s'est même récemment orientée vers la conquête de l'Ontario. Seule petite inconséquence dans les prévisions: le sacrifice des 110 emplois occasionnés par la fermeture de la boulangerie de Québec n'a pas constitué, tel qu'on le laissait pourtant entendre, un holocauste suffisant pour assurer la protection des emplois dans les succursales des autres régions puisque des mises-à-pied ont, par la suite, eu lieu dans ces dernières, notamment à Granby

où le personnel a été réduit de la moitié. Cependant, personne, à part les travailleurs et travailleuses impliqués, ne se scandalise vraiment de l'inconséquence; ça n'a même pas besoin de pardon, on fait confiance à la «logique» de la Compagnie.

Donc à la lumière de cet apparent gros bon sens économique ambiant, la lutte pour la réouverture de Vaillancourt ne risque-t-elle pas d'apparaître comme l'aventure péni-

ble d'un clan de nostalgiques qui s'imaginent réussir par la force de leurs mots d'ordre à faire revenir de deux ans en arrière la roue de l'histoire. Et de là il n'y aurait qu'un pas à faire pour considérer que ces «réactionnaires» représentent une nuisance à l'économie en raison de leur négativisme, en même temps qu'ils se causent un grand tort à eux-mêmes ainsi qu'à tous ceux et celles qui les suivent dans leur cul-de-sac?

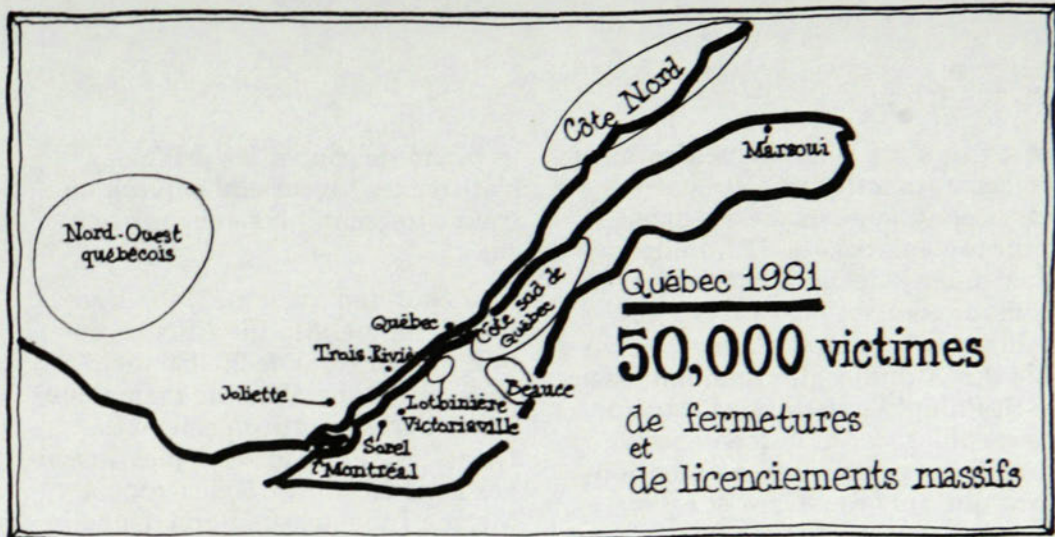
Une stratégie bien habillée

Ne faudrait-il pas alors se mettre à penser que le plus grave sujet d'inquiétude sociale ce n'est pas qu'il survienne des fermetures d'entreprises, mais bien plutôt qu'il se lève des gens pour résister à ces fermetures? Et si, allant plus loin, on se demandait pourquoi il y a des gens qui résistent alors que d'autres acceptent la situation avec résignation, on constaterait que la résistance vient exclusivement des syndicats. Par conséquent n'aboutirait-on pas à la conclusion que le problème social le plus grave c'est, non pas les fermetures, mais l'existence des syndicats.

Eh bien oui? Voilà ce qui pourrait expliquer que dans cette tragédie des fermetures, une certaine opinion publique lynche les victimes et porte en héros les agresseurs. Les généreux défenseurs du capital peuvent

se féliciter. Ils ont perfectionné l'art du camouflage au point que leur pire attaque depuis fort longtemps contre les travailleurs, les travailleuses et le mouvement ouvrier, est en voie d'apparaître comme une vaste opération de secours humain menée par une espèce de Croix-Rouge industrielle dont tous les patrons seraient devenus des auxiliaires bénévoles.





Au risque de passer pour paranoïaque, on peut affirmer, en effet, que les fermetures d'entreprises représentent une manière d'assaut total contre les travailleurs et les travailleuses. Bien sûr chaque fermeture ne constitue pas une attaque délibérée d'un patron envers ses employés. Dans bien des cas, le patron est lui-même une victime. Mais, si on considère le phénomène dans son ensemble, son ampleur, ses causes, ainsi que certains types particuliers de fermetures, ce n'est pas de la fiction guerrière que de parler d'agression.

Ça ferme partout

Présentement au Québec, il y a très peu de personnes pour qui les fermetures et les licenciements massifs, c'est pas une affaire concrète. Chacun peut en réciter spontanément une litanie plus ou moins longue dépendant de sa région, en plus de celles que tout le monde connaît, à savoir: ITT Iron Ore, Cadbury,

Dupuis, Bellevue, Zeller's, Unik, Crino, BFG-Admiral (au Québec et en Ontario), Vaillancourt, Paquet-Syndicat, Industrie L'Islet, etc... pour ne citer que les plus spectaculaires. On parle d'au-delà de cinq mille faillites au Québec depuis un an. Certains donnent à quarante ou cinquante mille le nombre des victimes de fermetures et licenciements massifs pour la même période. En décembre 81, le président de l'Association Canadienne des manufacturiers, avançait le chiffre de 140 000 emplois perdus dans les manufactures canadiennes au cours des trois mois précédents (*Le Soleil*, 10 décembre 81). C'est difficile d'avoir un chiffre définitif. Mais, à partir d'un certain nombre de régions concrètes que l'on connaît, on peut, par la suite, se fixer une idée assez ressemblante de la situation générale.

Par exemple sur la Côte-Sud de Québec, de Bellechasse à Kamouraska, à part Bombardier qui gran-

dit grâce à ses wagons mexicains et ses contrats militaires, les entreprises sont, sans exagérer, quasiment toutes arrêtées. D'Admiral à Montmagny, jusqu'à la Ganterie de Kamouraska, en passant par les Industries L'Islet, le Comptoir Avicole des Aulnaies, les moulins à scie de St-Pamphile et de Ste-Pertpétue, les meubles Colin, la menuiserie Tardif, les garages, en ne mentionnant que les fermetures et ralentissement relativement récents, le total s'élève facilement à au-delà de trois mille victimes. Que dire maintenant de la Côte-Nord, de Sept-Îles, Port-Cartier, Schefferville? Maisons à vendre, exode, tristesse infinie, vies brisées, absurdité et à l'horizon le fantôme de Val Jalbert. On ne parle pas du Nord-Ouest québécois, où plusieurs scieries sont depuis déjà longtemps désertes et silencieuses.

Même la Beauce, cette Taïwan de l'Amérique du Nord, connaît aussi, dans une proportion surprenante, son lot de fermetures. On en compte une dizaine rien qu'à Sainte-Marie, au moins le double à Saint-Georges et autour, sans parler de ce qui se passe dans les villages secondaires, mais en n'oubliant pas de signaler la dégringolade spectaculaire du «roi péquiste du vêtement», Raymond Boisvert.

En passant, que les Beaucerons se consolent car même à Taïwan actuellement, il y a beaucoup de fermetures. En effet, les entreprises taïwanaises déménagent au Sri Lanka où les salaires sont moins élevés. Comme quoi, quand on en-

treprend de couper les prix pour s'attirer les faveurs du capital, on trouve toujours plus «cheap» que soi.

Au début de l'automne, la fédération de la métallurgie CSN comptait, sur un total de 26 000 membres, 5 000 membres de moins que l'année précédente en raison de fermetures et de mises-à-pied massives dont environ 1 500 rien qu'à Marine Industrie de Sorel. Dans la construction, c'est la mort, tout le monde le sait, on dit que c'est figé dans le ciment des taux d'intérêt. Dans le meuble, on produit pour les entrepôts. Dans les portes et chassiss, seulement quelques grosses entreprises québécoises se tirent honorablement d'affaire et bien souvent grâce au marché de l'Ontario, les manufacturiers ontariens ayant négligé leur marché local au profit du marché de l'Ouest.

Dans le vêtement, on assiste au grand dépouillement: les manufactures se vident et dans bien des cas le travail se réorganise à domicile. Rien que dans le petit village de Dosquet dans Lotbinière, près d'une quarantaine de femmes font de la couture dans leur maison pour les manufactures «mobiles». Une appréciation «généreuse» des gains de bon nombre d'entre elles permet d'avancer qu'elles touchent en moyenne deux dollars l'heure, souvent moins. Dans l'amiante, le ralentissement perdure. Dans le secteur public, la cadence du dégraisage s'accroît... Bref, rien ne va plus, c'est le cas de le dire.



CSN

Pourquoi ça ferme tant que ça

C'est quoi les différentes causes de toutes ces fermetures? On peut aligner: mauvaise gestion comme au comptoir avicole des Aulnaies, taux d'intérêt comme dans la majorité des fermetures de petites et moyennes entreprises, concentration comme chez Crino à Joliette, déplacement de capital pour profiter d'une plus grande exploitation de la main d'œuvre ailleurs comme ce fut, on peut le dire, le cas de Celanese, stratégie économico-politique comme à Cadbury, ou manœuvre anti-syndicale comme chez P.V.U. à Victoriaville.

Il faut cependant se garder des simplifications. Il n'y a relativement jamais une seule cause à l'origine d'une fermeture. Ainsi on peut rarement dire: celle-ci est d'origine syndicale, celle-là, d'origine économique. La réalité est plus complexe. Les causes économiques et syndicales sont fréquemment mê-

lées et ce n'est pas toujours possible de distinguer la dimension qui a priorité sur l'autre.

La fermeture de la boulangerie Vaillancourt, évoquée au début, représente un bon exemple de causes mêlées. Pour justifier l'arrêt de la production chez Vaillancourt, le Groupe Samson, propriétaire, avançait que les opérations étaient déficitaires depuis longtemps, que la situation s'était aggravée dans les derniers temps et que la fermeture était devenue nécessaire pour, d'une part, faire cesser des pertes financières risquant de compromettre l'ensemble des activités du Groupe et, d'autre part, permettre une meilleure rentabilisation de certaines succursales en y transférant la production de l'usine fermée. D'un certain point de vue ces explications paraissaient vraisemblables. Par ailleurs des indications émanant du Ministère de l'Industrie et du Commerce voulaient que la fermeture ne soit qu'un moyen d'assurer l'anéantissement du syndicat pour développer par la suite un projet de modernisation de l'usine dans un espace libéré des contraintes représentées par la présence d'un syndicat vigilant et affilié à la CSN par surcroît. Ces indications prennent maintenant d'autant plus de signification qu'un scénario semblable à ce qui s'est passé chez Vaillancourt avant la fermeture semble être en train de se produire à la Boulangerie Racine de Granby, seule autre unité de production du Groupe Samson où survit un syndicat CSN.

Neutraliser le Mouvement ouvrier

Mais une fois qu'on a tout dit ça, comment comprendre que c'est à force de produire des fermetures que les capitalistes vont se sortir de la crise? Dans notre système, une stratégie économique ce n'est jamais neutre. Ça vise toujours à améliorer la position des patrons dans le rapport de force avec les travailleurs et les travailleuses. Quand Taylor a fractionné les tâches, faisant ainsi disparaître le métier, ce n'était pas seulement pour améliorer la production dans les usines, mais aussi pour faire échec à la force du syndicalisme de métier qui était le plus redoutable à l'époque.

Quand les autorités du pays choisissent de combattre l'inflation en haussant les taux d'intérêt, ce n'est pas parce qu'il s'agit là du seul et unique moyen à leur disposition, ni parce que c'est là nécessairement le truc le plus efficace, économiquement parlant, on le voit bien par le résultat. Il se trouve cependant qu'en raison du ralentissement économique qu'il entraîne, ce moyen permet de neutraliser considérablement le Mouvement ouvrier en accentuant, parmi l'ensemble des travailleurs et travailleuses, l'insécurité, la division, la concurrence et la désorganisation.

L'économiste Friedman disait, il y a quelques années, que les pays qui se sortiraient le mieux de la crise seraient ceux qui ne craindraient pas de laisser monter le chômage et qui ne s'embarrasseraient pas des mesures sociales. C'est aussi ce que pense Reagan aux États-Unis. Quel objectif poursuit-il, Reagan? Faire disparaître toutes les contraintes sociales, environnementales, étatiques, fiscales, syndicales qui empêchent, selon lui, les entreprises de produire. Qu'on leur permette de faire de l'argent, qu'on leur laisse la paix et tout va bien aller: telle est sa prétention farouche. Et la contrainte la plus lourde pour les entreprises, n'est-ce pas le syndicalisme? Ainsi, de laisser augmenter le chômage tout en prenant soin d'affamer les chômeurs et chômeuses en leur diminuant les prestations, cela ne représente-t-il pas, par l'accroissement de la concurrence qui s'ensuit sur le marché de la main d'œuvre, un excellent moyen d'exercer une pression à la baisse sur les exigences des syndiqués?

Désorganiser pour appauvrir

Fermer une entreprise, cela ne s'avère-t-il pas finalement la seule bonne manière d'effriter la solidarité syndicale en lui enlevant sa base

même et d'anéantir du même coup tous les acquis des luttes passées? Et le spectre toujours présents à l'horizon, des fermetures et licenciements, n'inspire-t-il pas une crainte salutaire aux éventuels revendicateurs? Bref, pour que la productivité reprenne vraiment son souffle, ne faudrait-il pas que la classe ouvrière retourne à son isolement, sa division, sa concurrence, son inorganisation, son impuissance et sa nudité d'il y a plus d'un siècle. En tout cas, telle semble bien la direction régressive qu'on cherche à nous faire prendre actuellement avec le chômage, les licenciements, les fermetures, le sous-emploi et le marché noir du travail.

Que disparaisse le rempart de protection représenté par un syndicalisme enraciné, autonome et combatif, et une partie importante de la population va rapidement se retrouver dans l'insécurité et la souffrance. Pour nous faire payer la crise, ou plutôt pour se sortir de leur crise sur notre dos, ils doivent d'abord nous désorganiser. Si nous laissons se délabrer notre syndicalisme en nous disant que, somme toute, aujourd'hui c'est moins nécessaire que c'était, nous risquons d'en «pleurer des larmes de sang». L'expression n'est même pas exagérée. On dit souvent: «Quand les États-Unis ont la fièvre, ici nous éternuons»; et bien, regardons ce qui se passe aux États-Unis et préparons nous.

Reagan, y l'a l'affaire!

Les tout premiers gestes administratifs de Day Donovan, secrétaire nommé par Reagan au département de Travail ont été:

- d'éliminer de son département une grande partie des services destinés à la protection des travailleurs, faisant ainsi disparaître des centaines de milliers d'emplois au titre de la loi sur l'emploi et la formation,
- de réduire les mesures de sécurité des travailleurs exposés à la poussière et au plomb,
- de retirer de la circulation publique les documents expliquant les mesures de sécurité à prendre contre la poussière de coton,
- de diminuer l'indemnité destinée aux victimes de la silicose,
- de retarder l'application d'une série de mesures contre le bruit, attendues depuis longtemps,
- d'annuler la réglementation existante pour définir les produits dangereux dans l'entreprise,
- de prendre des dispositions pour que plusieurs entreprises ne soient plus du tout soumises aux inspections sur la sécurité et pour que celles qui continueront à y être soumises soient au moins épargnées des visites surprises. (*Le Monde diplomatique*, novembre 1981)

La désyndicalisation quantitative qui se traduit par une baisse des effectifs syndicaux par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre (ce qui se produit chez nous depuis quelques années) arrive d'autant

plus facilement, s'effectue d'autant plus en douceur qu'elle est précédée par une phase de désyndicalisation qualitative qui, elle, se manifeste par la division interne, la diminution de la combativité, le déclin de l'autonomie, le déracinement et la dépolitisation du mouvement syndical.

En l'espace de quelques mois Reagan a couché à ses pieds, comme un gros boa dénaturé et impuissant, le riche mouvement syndical américain. D'une façon tout-à-fait «éberluante», ahurissante, il a comme ça, du revers de la main congédié 12 000 contrôleurs aériens et décerti- fié leur syndicat sans qu'aucun groupe syndical à l'intérieur du pays ne lève le petit doigt. On peut difficilement obtenir illustration plus tragiquement marquée de ce que c'est qu'un syndicalisme sans instinct de conservation ni réflexe unitaire, parce que sans perspective ni conscience de classe. Voilà les fruits amers de l'intégration, de la dépolitisation, du déracinement et de l'embourgeoisement du syndi- calisme.

Sommes-nous différents des syndicats américains?

Ces considérations sur un ailleurs si

près de nous, nous traversent l'esprit d'une foule de questions sur la qualité réelle de notre syndicalisme ici. Avons-nous des pratiques qui nous démarquent du capitalisme? Assurons-nous le développement d'une conscience de classe auprès de l'ensemble des travailleurs-travail- leuses? Quel est la profondeur de notre enracinement? Nos organisa- tions sont-elles perçues comme une bouée d'espoir pour l'ensemble des exploités? Dans l'hypothèse d'un affrontement important entre l'État et les syndiqués du secteur public, par exemple, de quel côté pencherait la population? Se mettrait-elle à souhaiter fortement un Reagan qué- bécois?

Voilà quelques questions dont les réponses nous indiquent les virages à faire éventuellement ainsi que la mesure de l'acharnement, de la vigueur, de la détermination, de la générosité, de la finesse, de l'esprit démocratique avec lesquels nous devons travailler pour pouvoir, avec toute la classe ouvrière, non seule- ment résister à la crise actuelle, mais franchir de nouvelles étapes d'unité, d'autonomie, d'organisation et de conscience à l'occasion de cette crise.



La crise: un extraordinaire moment de fécondité

À moins que par manque de vision politique, ou tout simplement de courage humain, nous passions à côté des défis qu'elle nous pose, une crise comme celle que nous traversons, cela peut représenter un extraordinaire moment de fécondité pour le mouvement ouvrier. Les dépassements auxquels elle nous oblige, l'élargissement des solidarités auquel elle nous accule, les nouvelles voies de solution qu'elle nous force à débroussailler, les montées de conscience qu'elle aiguillonne, les rapports sociaux plus dépouillés et plus égalitaires se forgeant dans le feu des luttes solidaires qu'elle provoque, voilà autant d'éléments susceptibles d'enrichir incroyablement notre volonté et notre capacité de changer la société en profondeur.

Déjà l'avenir s'éclaire peu à peu sur le terrain; comme autant de feux qui s'allument, des luttes prennent forme. Les lueurs des solidarités naissantes dissipent l'opacité du fatalisme. Un peu partout au Québec, des travailleurs et des travailleuses se lèvent contre les fermetures d'entreprises. On n'a encore jamais vu ça. Jamais en tout cas d'une façon aussi généralisée. Auparavant, une fermeture, on considérerait ça quasiment comme une espèce de décret divin. Il n'y avait

rien à faire contre ça. On se résignait et on cherchait ailleurs un autre boss à qui vendre sa force de travail.

Une nouvelle conscience

Qu'il s'agisse des couturières du syndicat des Doigts de Fée à Lotbinière, des boulangers et boulangères de Vaillancourt à Québec, des employés de l'usine Bobois à Marsoui, des travailleurs et travailleuses des Industries L'Islet ou de bien d'autres groupes, tous ces femmes et ces hommes refusent que leur personne ne soit qu'un objet transférable, jetable, éliminable selon les besoins du capital. Ils refusent que leur vie et la vie des leurs soient sacrifiées pour régler les problèmes économiques d'un boss; ils refusent d'être confinés à l'isolement, l'insignifiance et l'inutilité sociale, qui défendent leur revenu, leur emploi, leur savoir-faire, leur intégrité de travailleur et travailleuse, les acquis de leurs luttes collectives passées et qui entendent conserver leur syndicat. Tous ces pionniers de la résistance aux fermetures sont en train, dans les tâtonnements et l'effervescence du concret de leurs luttes, de faire émerger une nouvelle conscience et d'indiquer à tout le mouvement ouvrier les voies de la victoire et du dépassement de la crise.

Une crise de système

Mais d'abord et avant tout, ce que ces groupes qui sont parmi les plus pauvres de la société, font éclater au grand jour du simple fait qu'ils se manifestent, c'est l'espèce d'illégitimité scandaleuse de cette crise. En effet, il n'y a pas de crise parce qu'on manque de richesses naturel-

les, ni parce qu'on manque de machines pour produire, ni parce qu'on manque de monde pour travailler; au contraire, il y a trop de produits parce que trop de machines et trop de monde qui travaille. Voilà pourquoi il faut jeter les pauvres dans la misère de façon à ne pas déséquilibrer un système qui permet aux riches de s'enrichir davantage.

Quelques pistes d'action

1. D'abord, résister à la désorganisation

Bien sûr, malgré déjà quelques succès il ne s'agit pas de laisser croire à la possibilité de réouverture de toutes les entreprises fermées. Cependant, en dépit de cette limite, la généralisation des luttes contre les fermetures ne perd pas son sens. Ainsi, qu'après six mois, huit mois, un an, quinze mois, deux ans, des syndicats dont l'entreprise est fermée poursuivent la lutte, continuent d'exister, de dénoncer l'injustice, de revendiquer le droit au travail, de réunir leurs membres, d'intervenir dans la société et de participer aux batailles collectives du mouvement syndical, cela ne représente-t-il pas une réponse magnifique et magistrale à une stratégie d'isolement, de division et de désorganisation?

2. Construire une autonomie plus authentique

Ces syndicats de travailleurs-chômeurs qui continuent d'exister après la disparition de leur milieu de travail ne sont-ils pas en train d'enseigner au mouvement syndical à se donner des formes d'organisation plus autonomes et par conséquent moins fragiles aux assauts des patrons? Ce sont ces derniers, il ne faut pas l'oublier, qui nous fournissent d'une certaine manière le plancher de notre unité et solidarité, à savoir, le milieu de travail. Il est assez facile pour eux, lorsqu'un syndicat local combatif possède un effet d'entraînement trop grand, de le faire basculer dans l'au-delà en fermant la boîte. Il s'agit là d'une autonomie bien relative. Nous suivons les forces et les faiblesses du

capitalisme: est-ce bien cela du syndicalisme de classe? Ainsi, en période de crise alors que nous avons besoin d'être plus forts que jamais, nous sommes plus faibles que jamais parce que les patrons ferment nos syndicats. Pourtant nous le savons, sans autonomie du mouvement ouvrier il n'y a pas aujourd'hui de conquête véritable ni, demain, de changement profond.

3. Prolétaires de la rue, unissez-vous!

En plus d'enrichir notre autonomie, ces expériences ne vont-elles pas dans le sens d'une recherche de formes plus adaptées d'encadrement de ce que la classe ouvrière est en voie de devenir? Si on considère les

transformations incroyables qu'est en train de subir l'organisation du travail, la révolution informatique entraînant la disparition massive de plusieurs catégories d'emplois, la parcellisation des emplois de plus en plus généralisée dans certains secteurs, le contractualisme, l'effritement du lien d'emploi, la perte graduelle du sentiment d'appartenance envers les entreprises, le recyclage permanent, la possibilité d'exercer trois ou quatre métiers au cours de son existence active, l'installation en permanence d'un taux de chômage élevé, la recrudescence d'un certain marché noir du travail..., force nous est, à partir de tout ça, de constater que les prolétaires sont de moins en moins dans



M. D'Amours

les milieux de travail et de plus en plus dans la rue.

4. Du syndicalisme moins gras et plus d'attaque

On peut penser également que cette arrivée plus massive et plus collective de «pauvres» dans le mouvement syndical soit susceptible d'engendrer une certaine rénovation de la façon de faire du syndicalisme, ce qui n'est pas l'aspect le moindre. Cela peut en effet stimuler le développement d'un militantisme plus dépouillé, moins axé sur les comptes de dépense, les dîners-réunions dans les restaurants, les couchers à l'hôtel, bref, un militantisme ayant des chances d'être plus authentique, plus souple et moins vulnérable en période de crise advenant qu'on nous coupe les vivres.

Parfois on prend des orientations qui ne sont pas nécessairement les plus opportunes, mais on le fait parce qu'on a de l'argent. Ainsi peut-être parfois centralise-t-on prématurément des orientations qui

auraient avantage à s'incuber, s'enraciner et se vérifier plus longtemps à la base, centralisation dont on ne verrait pas forcément la nécessité si on n'avait pas d'argent pour faire voyager les délégués. Plus pauvres, on serait peut-être porté à bâtir plus proche de la vraie vie du monde, de leur ville, de leur quartier, de leur famille, de leur quotidien, et on deviendrait peut-être comme ça plus fort et plus contagieux. Enfin cette présence de «sans-argent» dans le mouvement syndical va nous inciter à perfectionner encore nos structures de partage, à améliorer la qualité de nos rapports sociaux internes, nous rendant ainsi meilleurs dans la bataille pour une société plus fraternelle et égalitaire.

5. Essayer de vivre aujourd'hui ce que nous voulons vivre demain

Les luttes de résistance aux fermetures d'entreprises représentent



aussi des lieux de débats et d'action politique, ainsi que des champs d'expérimentation par rapport à l'objectif de transformer le travail capitaliste et de produire autre chose, autrement. En effet lorsque dans une lutte les possibilités objectives de rouvrir l'entreprise avec le patron en place au moment de la fermeture n'existent pas, pour toutes sortes de raisons, que fait-on ? Doit-on payer une annonce classée : « syndicat recherche patron honnête et dévoué, ayant les reins assez solides pour supporter la lutte des classes ». Par la force des choses la question d'une reprise en mains de l'entreprise par les travailleurs-travailleuses se pose régulièrement, cela apparaissant alors comme la seule façon de récupérer les emplois perdus.

Dans le mouvement syndical, à la C.S.N. notamment, on semble manifester une grande prudence, voire une méfiance, envers ces reprises en mains. On met beaucoup d'accent sur les limites de l'autogestion en système capitaliste. On évoque avec emphase l'impact négatif des échecs de ce type d'expérience. Mais peut-on soumettre qu'une fois les dangers bien soulignés, il va falloir comprendre que le contrôle par les travailleurs de leurs moyens de production, que la capacité collective d'établir un choix de production et une manière de produire qui respectent les travailleurs, la société et l'environnement, tout cela ne va pas arriver, comme ça, le matin du Grand Changement. Il est bien possible que ça prenne auparavant

un peu d'apprentissage. Et il se peut que cet apprentissage, il soit important de le commencer au plus tôt. N'est-ce pas mieux ainsi que d'être obligé d'installer un plan-boni le lendemain de la révolution, comme Lénine en 1919 ? En tout cas, les groupes qui ont été confrontés à ce genre de questions et qui ont fait le débat conséquent ont souvent trouvé à leur lutte une dynamique et une perspective qu'ils n'avaient pas soupçonnées jusque là.



Ouvriers de Sorel Steel luttant pour la réouverture de leur usine

6. Conquérir le droit au travail maintenant

Enfin, les luttes de résistance aux fermetures jouent un rôle essentiel pour l'avancement du droit au travail dans l'immédiat. D'une part, à chaque fois qu'au terme d'une lutte une réouverture intervient comme à Uniroyal, à la Fonderie de Sorel, à Zellers de Sept-Îles, cela, tout en constituant une victoire quant à la préservation des acquis des travailleurs-travailleuses concernés, contribue à désagréger le fatalisme de la classe ouvrière en montrant qu'il est possible de gagner des « emplois » : ce qui a pour effet d'élargir la volonté de lutter.

Par ailleurs, bien que la force déterminante pour faire progresser la reconnaissance pratique du droit au travail, tant dans les conventions collectives qu'au niveau des lois, ce soient ceux et celles qui demeurent

encore à l'ouvrage qui la détiennent, ce sont les luttes vigoureuses de résistance là où il existe des fermetures concrètes qui servent de détonateurs et qui créent les conditions syndicales, sociales et politiques pour que les prises de conscience se fassent, que les débats aient lieu et que des actions se prennent.

Au moment où ces lignes sont écrites, on sait que le gouvernement s'en vient avec un projet de loi au sujet des fermetures. Indépendamment de ce que contiendra (ou contient) ce projet de loi, il est clair que sans l'impact social des résistances qui se sont manifestées un peu partout sur le terrain et qui ont mis brutalement en lumière l'atrophie gênante des politiques gouvernementales en matière de fermeture d'entreprises, les politiciens n'auraient pas songé une seconde à légiférer sur le sujet.



La vraie dimension de la lutte pour le droit au travail, elle est internationale

En terminant, nous devons être conscients que nous vivons dans un pays industrialisé du centre du monde capitaliste et que notre niveau de vie repose en partie sur le pillage et le sous-développement des pays périphériques. Nous devons savoir qu'en période de crise la tendance des pays industrialisés du centre est d'exporter leur chômage et leur inflation dans les pays plus faibles économiquement. Il faut donc nous assurer que nos conquêtes contre l'exploitation ici ne viennent pas cautionner un ordre qui engendre la misère et la mort ailleurs. Dans le tiers-monde, trente

millions de personnes meurent de faim chaque année. Elles ne sont pas victimes de famine naturelle, mais des politiques de développement des pays industrialisés dont nous sommes.

Par conséquent, il est absolument essentiel de penser nos stratégies face à crise en tenant compte du point de vue des syndicats et organisations populaires de pays périphériques et de placer nos actions dans une perspective de rupture avec le modèle impérialiste de développement.



Développement & Paix

Les assistées sociales occupent le bureau du ministre Charron

Aline Gendron

En septembre, l'Organisation populaire des droits sociaux, région Montréal (OPDS-RM) décidait d'intégrer à sa lutte une campagne de sensibilisation sur les conditions de vie des assistés sociaux et les injustices dont ils sont victimes. Nous avons comme objectifs d'alerter l'opinion publique sur le problème de l'appauvrissement, de mobiliser et informer le plus grand nombre d'assistés sociaux possible et aussi d'obtenir une réponse à nos revendications

Nos revendications, elles sont au nombre de quatre:

- hausse des prestations de 20% au 1^{er} janvier '82 tenant compte du coût réel des besoins essentiels:

logement, chauffage, électricité, nourriture,

- indexation aux 3 mois selon le coût réel des besoins essentiels,
- hausse des prestations des moins de 30 ans sans discrimination,
- arrêt immédiat de toutes les coupures sous toutes ses formes: médicaments, pension alimentaire, retour au travail, erreurs administratives.

Ça prenait une action d'éclat

À notre assemblée générale du 4 novembre avait lieu le lancement de la formule-type (formule sur laquelle les assistés sociaux inscrivent le montant de leurs prestations, le coût du loyer, de l'électricité, du chauffage et de la nourriture, et ce qu'il

leur reste à la fin) et d'une pétition. C'est également là que s'est pris le vote sur le principe de l'occupation. Peu après, le Front commun des assistés sociaux du Québec votait la tenue d'une journée de jeûne provinciale pour le 3 décembre. Notre décision de faire une occupation s'est concrétisée à partir de ce moment là. C'était nouveau. Dans l'expérience de l'OPDS, il y avait eu des manifestations, une action à l'assemblée du Conseil de la Ville de Montréal, mais là on s'était dit: ça prend une action d'éclat...

Donc, le matin du mercredi 2 décembre, les gens étaient nerveux. C'était l'inconnu. On ne savait pas si on allait rester là une heure, une journée, trois jours; on ne pouvait rien prévoir. On s'est rendu au bureau de Claude Charron et tel qu'entendu, deux camarades sont entrées sous prétexte de demander de la documentation. Puis je suis entrée avec 15 autres personnes. On a demandé à parler à Charron; les secrétaires un peu paniquées, ont dit qu'il était à Québec jusqu'au 10 décembre. On a répondu: «Nous on va être bien ici puis on va l'attendre».

On était dix en dedans et une centaine dehors à chanter et scander des slogans. Vers 4 heures, on commençait à s'installer davantage; on parlait de rentrer les sacs de couchage; les secrétaires se sont retirées pour se consulter. Peu après, l'une d'elles nous avertit que M. Charron appelle de Québec pour nous parler. Il dit qu'il est prêt à nous rencontrer vendredi à condition



M. D'Amours

qu'on sorte. On lui répond: «On est bien ici, on est à la chaleur. On va s'installer et t'attendre jusqu'à vendredi». Là, ils ont commencé à nous prendre au sérieux.

Vers 5 heures, après l'arrivée de 2 gardes, constables spéciaux du gouvernement, on a reçu un telbec du bureau de Marois nous proposant une indexation aux 3 mois, une hausse des prestations de 8% en janvier et peut-être de l'argent aux compagnies pour des programmes de retour au travail. Ce n'était pas satisfaisant: on n'a pas trippé fort là-dessus et on s'est installé dix pour occuper toute la nuit. Elle fut courte d'ailleurs: tout le monde était un peu énervé, nous étions à l'étroit et sans possibilité d'accès à la toilette (on devait se servir des toilettes du restaurant d'à côté).

Dès minuit, la journée provinciale de jeûne commençait. Ça été l'occasion d'une solidarité très forte. Ici à

Montréal, nous étions 35 à occuper le bureau de Charron, une vingtaine de l'OPDS-RM et des représentants des régions. De plus, des assistés sociaux de l'OPDS avaient dressé une ligne de piquetage. C'est là qu'on a composé notre première chanson d'occupation. Malgré la fatigue, le moral était bon: la solidarité des assistés sociaux et des alliés, ceux qui piquetaient, ceux qui nous appuyaient, ceux qui sont venus nous porter un lunch après la journée, les journalistes qui nous relançaient continuellement, tout cela nous dynamisait.

Où voulez-vous qu'on installe votre sapin de Noël?

Le lendemain vendredi, quand la secrétaire est venue demander 3 personnes pour discuter, nous nous sommes doutées de quelque chose: Charron était revenu de Québec et

voulait nous rencontrer. Nous avons répondu que nous étions six dans le comité de coordination et qu'on ne se séparerait pas. C'est donc à six qu'on l'a rencontré. La première question qu'il nous a posée, tout larmoyant, c'est: «Pourquoi moi?» On lui a expliqué que de un, il était leader parlementaire et que, de deux, il était dans un comté où il y a beaucoup d'assistés sociaux. Parce qu'elles ne lui semblaient pas claires, on lui a précisé nos revendications. Il nous a dit qu'il avait déjà débloqué 168\$ millions pour le 8% et l'indexation, et nous, que c'était ridicule, que 20% d'augmentation c'était vraiment le minimum pour survivre. Il a répondu: «J'en suis conscient, mais ça prend 350\$ millions pour satisfaire toutes vos demandes. Où faut-il le prendre? Dans la poche des travailleurs?» Nous lui avons alors fait quelques suggestions: dans les profits des compagnies, les profits des banques, le toit du stade olympique, etc. Il a dit: «C'est pas la bonne volonté qui manque. Je repars pour Québec avec ça. Mais là, qu'est-ce que vous comptez faire?» Et nous: «On est bien ici, on va attendre la réponse. Au fait où voulez-vous qu'on monte votre sapin de Noël?»

Des bouts durs mais une solidarité à toute épreuve

Avec la rencontre de Charron, avec également les occupations de bureaux de bien-être par des assistés sociaux les 8 et 10 décembre, les journalistes nous ont couverts quotidiennement: c'est important qu'on ne nous oublie pas, ça donne du pep -



M. D'Amours

En même temps, c'est pas facile de vivre à 8 - 10 personnes au moins, 24 heures sur 24, dans la même pièce durant 15 jours. Il y a des petites frictions qu'il faut éclaircir au fur et à mesure. Des moments de déprime aussi. La première fin de semaine, il faisait tempête et on n'a pas eu beaucoup de visite. On a compris ce que c'était d'être «en-dedans». On a vu ce que doit être la vie d'un détenu, encore que nous autres, on voyait au moins passer le trafic, on était dans une même pièce, on pouvait se parler.

Mais au-delà de tout ça, je n'oublierai jamais l'intense solidarité qui a imprégné de part en part cette occupation. Solidarité des militants assistés sociaux, qui faisaient du piquetage presque tous les jours, qui nous apportaient nos repas. Solidarité des groupes populaires et syndicaux, des alliés: plus de 40 groupes nous ont appuyés par des lettres, télégrammes, visites. Je n'oublierai jamais qu'après les interventions que j'ai faites au Conseil fédéral de la CSN et à la Fédération des Affaires sociales, les gens se sont levés et se sont mis à applaudir. J'ai dit aux filles en revenant: «C'est dommage que vous n'avez pas pu vivre ce que je viens de vivre parce qu'il me semblait que c'était aussi fort que quand un joueur du Canadien compte un but au forum». Je n'avais jamais vécu ça en 8 ans de militance.

L'expulsion et des acquis...

Le 15 décembre avait lieu le dépôt

des formules-types, des pétitions, une conférence de presse et la soirée de solidarité. On se disait: «Ils veulent nous avoir à l'usure mais nous on ne sortira pas sans avoir rien obtenu ou sans que rien ne se soit passé. On passera Noël ici s'il le faut».

Le 16, pour faire suite à une idée lancée à la soirée de solidarité, nous avons bloqué les portes et empêché les secrétaires d'entrer. Peu de temps après, des voitures de police arrivaient avec ordre de nous mettre dehors. Si nous refusions, ils nous embarquaient. Nous avons discuté entre nous, pendant qu'une campagne en profitait pour sortir appeler les journalistes. Suite à ça, on a ramassé nos affaires et on est sorti. C'était une sortie qui avait du sens: on ne sortait pas parce qu'on ne voulait plus occuper mais parce qu'on se faisait foutre dehors.

Bien sûr, on n'a pas eu réponse à toutes nos revendications bien que je continue à dire que nos actions sont pour quelque chose dans ce qu'on a obtenu. Mais les acquis de cette occupation ne sont pas seulement d'ordre économique si on considère qu'elle a permis de mesurer la force de l'organisation, de réaliser jusqu'à quel point les militantes de l'organisation avaient fait un bout de chemin et s'étaient formées dans cette action. Ça me confirme que la formation n'est pas d'abord une affaire théorique; elle se fait aussi dans l'action. Puis si c'était à recommencer, j'embarquerais tout de suite: c'est quelque chose d'inoubliable. ●

C'est pas en restant à genoux qu'on se libère

Par un beau samedi soir de novembre, entre une journée en réunion et un super-party, du monde de la JOC se parle de la crise, de ce que fait leur foi là-dedans, de ce qui les pousse à vouloir continuer de lutter.

«Avec la crise, ils veulent casser notre base!»

- L'année passée, je pouvais arriver financièrement en vivant seule en appartement. Maintenant, il faut qu'on soit deux pour arriver, et dans six mois, ça prendra peut-être une troisième personne pour partager les frais. Et je travaille dans le para-public, là où il y a les meilleurs salaires, paraît-il...

- Les travailleurs ont toujours été en crise économique, c'est pas nouveau. Actuellement, les bourgeois la subissent aussi mais ils veulent la résoudre sur le dos de ceux qui l'ont toujours vécue; autrement dit, ils veulent nous la faire vivre deux

fois plus. Ça veut dire qu'ils vont couper le bien-être social, qu'ils veulent nous enlever nos acquis...

- En fait, ils veulent casser notre base. Ils coupent dans les services, ils remplacent le jus d'orange par du TANG dans les hospices, ils coupent le lait dans les écoles. Et à cause de ces coupures, les préjugés contre les travailleurs du public et du para-public vont aller en augmentant. Ils s'attaquent aux syndicats les plus forts, pour les contrôler...

- Mais quand t'es pas organisé, tu te fais fourrer encore plus. La crise divise les différentes fractions de la classe ouvrière. Ceux qui sont organisés n'ont pas le temps de se battre pour ceux qui ne le sont pas. L'assisté social va lutter pour son bien-être, le travailleur pour sa convention collective, mais ils ont de la misère à se rejoindre. C'est un sacré problème...



J. Tanguay

«Un moment donné, on va peut-être donner un coup de bâton nous autres aussi.»

- La religion au Québec, ç'a été une business dont je veux plus rien savoir. Mais là, je commence à découvrir des nouvelles affaires.
- L'Église nous a montré à nous soumettre. Mon père avait deux jobs, ma mère prenait des pensionnaires et on nous disait: Jésus va vous aider un jour. Mais lui, c'est pas ça qu'il a fait: il n'a pas attendu, il s'est battu contre des injustices. C'est pas à genoux qu'on se libère...
- Je commence à découvrir que la Bible c'est un carnet de faits. Le chrétien, c'est quelqu'un qui donne sa vie pour la classe ouvrière.
- Je marche pas dans des symboles artificiels. Ç'a été différent au colloque sur l'Église populaire où la

célébration a ramené les choses qui étaient vécues par le monde de la classe ouvrière. C'était pas des textes en l'air. Tu vis le partage, tu veux vivre la justice, la vérité tu la cherches. Tu dis dans le Notre Père: «Donne-nous la force de changer les situations d'injustice».

- Un texte qui m'a toujours frappé c'est quand Jésus sort les vendeurs du temple. Je fais un lien avec ce que je vis: il renversait ceux qui contrôlent et ceux qui possèdent. Je me dis qu'on est tous des apôtres et qu'à un moment donné, on va peut-être donner un coup de bâton nous autres aussi.
- J'ai l'impression que plus ils vont nous couper, plus on a de chances de créer une solidarité. Ça me rappelle la multiplication des pains: à une époque où le monde ne possédait pas plus l'économie que maintenant, où ils devaient aussi souffrir de la crise économique, le pain multiplié par Jésus ça représentait sûrement du pain gagné en luttant contre ceux qui possédaient.

«S'en sortir seul, ça serait tentant...»

- Si on virait à droite, on se ferait du fric. Il faut bien se dire qu'à cause de la crise, les tentations d'argent et de pouvoir, elles existent. J'en connais un, ancien permanent de la JOC, un bon militant syndical, qui s'est fait acheter par les boss. Mais tant qu'on va vivre une solidarité, c'est moins dange-

reux de céder à ça. Ce gars-là, c'est parce qu'il était isolé qu'il s'est fait avoir.

- Pourtant, se retrouver avec d'autres, c'est dur. On a toujours été éduqué à l'individualisme...

«Mais celui qui a une analyse n'a pas le droit de rester assis à rien faire»

- Continuer de lutter, c'est dur. C'est dur d'aller à une réunion plutôt que d'écouter un film. T'as tout toi à changer. C'est dur de risquer sa job. C'est dur de voir que sur 100 ou 150 jeunes rencontrés durant une année, tu vas en ramasser 3 ou 4. On dirait que plus t'en sais, plus t'es tout seul.

- Mais pourquoi continuer alors? Parce que tu peux pas faire autrement que de rester dans la gang. Si

on lutte pas, tout va rester comme c'est là. Y a du monde qui ont mis du temps avec moi, pour m'apprendre des affaires; il faut laisser la chance à d'autres de se réveiller. Celui qui a une analyse n'a pas le droit de rester à rien faire.

- Parce qu'il y a des choses que je peux pas accepter. Y a des affaires qui te vont droit au cœur. On n'est pas né pour exploiter du monde.

- Y a une richesse collective à partager. Ce qu'on a réussi à gagner, il faut le gagner encore plus loin.

- Il y a aussi l'aspect d'amitié. Si tu deviens boss, même si tu veux au début être un bon boss, c'est facile de te faire récupérer. Qu'est-ce que tes chums vont dire? «Ta lutte, tu l'as lâchée; t'en es rendu à te battre contre ce que tu étais.»

- La lutte, ça m'a changé comme bonhomme. À la marche funèbre organisée par la JOC (à l'occasion de la campagne pour le droit au travail), j'ai vécu quelque chose de fort, une solidarité. Les boss peuvent pas vivre une chose comme ça. Y a une vie là-dedans: c'est la vérité qui est là!

*Table-ronde avec la JOC,
transcrite par Martine D'Amours*



Un oubli: les photos du n° 158 pages 43 et 45 font partie d'une exposition réalisée par A. Ambrosi et N. Thede. (Disponible à SUCO)

brèves nouvelles

Action Travail des Femmes vs Canadien National

Les premières audiences du tribunal des droits de la personne qui doit décider, pour la première fois au Canada, s'il impose ou non un programme d'action positive pour l'emploi des femmes dans les métiers au Canadien National, ont eu lieu les 7, 8, 9 décembre dernier. Les nombreuses femmes qui étaient présentes ont trouvé les témoins d'Action Travail des Femmes bien intéressantes. Les prochaines audiences auront lieu le lundi 15, mardi 16 et mercredi 17 février 1982, à 9.30 a.m., à la salle de la cours de la citoyenneté, 21 étage, 1080 Côte du Beaver Hall, Montréal (métro Place Victoria, sortie Maison du Commerce). Venez nombreuses pour assister à la suite des témoignages. En Solidarité: Action Travail des Femmes.

Les communautés de base se rencontrent

Il existe environ une vingtaine de communautés chrétiennes militantes au Québec. Ces communautés de base se sentent isolées, n'ayant pas d'occasion de se rencontrer comme les autres qui font partie de mouvements. À leur demande, le Centre de pastorale en milieu ouvrier (CPMO) organise une rencontre provinciale les 22, 23, 24 mai, au Collège Marie-Victorin. On pourra alors mieux se connaître, partager son vécu et ses pratiques, envisager l'avenir et former des projets. Pour plus de renseignements (514) 527-8291.

Celanese Sorel: une usine qui ferme et qu'on ouvre

En août dernier, l'usine de tapis Celanese de Sorel fermait ses portes. Les éditorialistes des grands journaux ont commenté abondamment cet événement: «En fermant son usine, la direction de Celanese paraît bien faire la preuve qu'elle était sérieuse quand elle a lancé son ultimatum» (La Presse). Sérieuse ou non, la question n'est pas là, mais dans les raisons qu'elle apporte. Est-ce que les conditions demandées par les travailleurs risquaient, comme l'écrit Vincent Prince, d'acculer la compagnie à la faillite? «Pour le moment, le bénéfice du doute doit être donné à la Celanese» ajoute-t-il, comme on pouvait le prévoir. Et pourtant, voilà que l'usine vient d'être achetée par un industriel québécois, après entente avec le syndicat.

Jacques Tanguay raconte...

«Travailler dans l'frigo, puis manger d'la manne». C'est l'histoire de la vie et de la mort d'une usine au Québec: B.F.G. Admiral, à St-Bruno. Jacques Tanguay raconte les conditions de travail dans cette usine de réfrigérateurs et les dessous de la fermeture: comment une compagnie s'y prend pour fermer une usine. Après cela, les ouvriers doivent se débrouiller seuls pour trouver du travail. Volume disponible à la C.S.N.

Le seuil de la pauvreté s'est encore élevé

À la fin de l'année 81, le seuil de la pauvreté avait atteint un nouveau record au Canada. Les indicateurs sociaux s'entendent, à quelque différence près, au sujet des revenus minimum nécessaires à une vie décente. Voici les chiffres établis par l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF), à partir de Statistique Canada qui indique une augmentation des prix de 13.5%.

1 personne	6.608\$	550\$/mois
2 personnes	9.577\$	798\$/mois
3 personnes	12.221\$	1.018\$/mois
4 personnes	14.536\$	1.211\$/mois
5 personnes	16.249\$	1.354\$/mois

Une famille de 4 personnes, vivant du B.E.S., reçoit avec les allocations familiales, près de la moitié de cette somme, soit 655\$ par mois environ. Le salaire minimum (4.25\$) ne procure que 672\$ par mois pour la semaine de 40 heures.

La J.O.C. dénonce les conditions faites aux jeunes travailleurs

La semaine de la Jeunesse Ouvrière, du 17 au 24 octobre dernier, a été l'occasion pour plus de 400 jeunes travailleurs/euses avec ou sans emploi de se regrouper puis d'échanger sur leur réalité de vie. Pour beaucoup ce sont des jeunes qui vivent des conditions de travail abominables, sans sécurité d'emploi. Ce sont aussi des jeunes qui se retrouvent dans la rue sans emploi, avec des situations de vie écrasantes. La J.O.C. croit profondément en la capacité de chaque jeune travailleur/euse de s'organiser. Pour cela, les jeunes doivent prendre conscience de leur réalité; c'est pourquoi la J.O.C. fera une enquête pour ramasser le vécu de la jeunesse travailleuse. Le lancement de cette enquête aura lieu à Montréal, le 13 février 1982. Ces réalités seront analysées par les jeunes et se concrétiseront par des actions de changement à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Je désire abonner les personnes suivantes à la revue Vie Ouvrière

Nom

Adresse

Code

Nom

Adresse

Code

Revue Vie Ouvrière, 1201 Visitation,
Montréal, Qué. H2L 3B5

(abonnement : 14\$)

Lisez vie ouvrière

Achetez-la en kiosque, 2,50 \$
Abonnez-vous, 14\$ les 8 numéros



1. Dans la crise
jusqu'au cou!



2. Comprendre la crise



3. Serrons-nous les coudes!



ISBN 2-89184-159-X